

Bulletin de la Société franco-japonaise de Paris

Société franco japonaise de Paris. Auteur du texte. Bulletin de la Société franco-japonaise de Paris. 1921-07.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

Juillet-Septembre 1921. N° 49.



BULLETIN

DE LA

Société Franco-Japonaise
de Paris

*Honoré d'une souscription
du Ministère de l'Instruction Publique*

4⁰²
0

623

(49)

ANGERS. — IMPRIMERIE F. GAULTIER

Paraissant trimestriellement.

JUILLET-SEPTEMBRE 1921.

XLIX

BULLETIN

de la

Société Franco-Japonaise
de Paris



Fondée le 16 Septembre 1900.

會協佛日



SIÈGE SOCIAL :

PALAIS DU LOUVRE — PAVILLON DE MARSAN

107, RUE DE RIVOLI, 107

Bibliothèque de la Société et Secrétariat : Musée d'Ennery (59, Avenue du Bois-de-Boulogne).

PARIS

—
1921

Imprimerie de la Société

1877

1877

BULLETIN

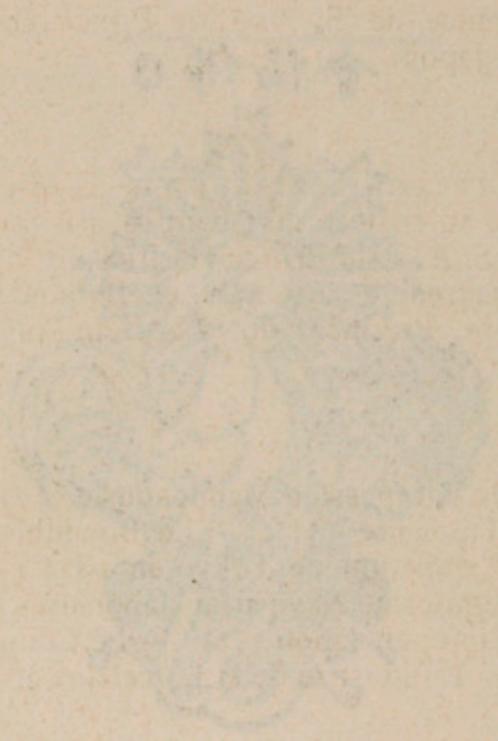
de la

Société Franco-Japonaise

de Paris



Le Bulletin est publié le 15 septembre 1877



MAISON DU LOUVRE -- PALAIS NATIONAL

107, rue de Rivoli, 107

Paris

Paris

INDEX

M. Fokichi Tanaka.	
L'avenir du commerce japonais	7
M. Junnosuké Inouyé.	
La réduction des frais de production peut seule sauver le Japon.	11
Le mouvement ouvrier.	17
M. George Bronzon Réa.	
Le Shantoung en 1921	23
M. Joseph Dautremer.	
Kamakura, capitale de Minamoto no Yoritomo	29
Voyage en France de S. A. I. le Prince Hiro-Hito, Prince Impérial du Japon.	33
Vie de la Société :	
Déjeuner du 11 avril 1921 à Lyon. -- Déjeuner offert le 6 juin 1921, au château de Chantilly par la Société Franco- Japonaise à S. A. I. le Prince Héritier du Japon, — Récep- tion du mercredi 8 juin 1921 en l'honneur de S. A. I. le Prince Kan-in, Président de la Société Franco-Japonaise de Tôkyô	41
Divers :	
Les Colonies de Vacances en Mandchourie (49); — L'Industrie Electrique Japonaise (51); — Le Bouddhisme des Baouls (51); — L'Exposition de Tôkyô en 1922 (52); — Princi- pales Compagnies de Navigation Japonaises (52); — L'In- dustrie du papier au Japon (53); — Le Commerce du Cam- phre (53); — L'Industrie de la porcelaine au Japon en 1920.	54
Bibliographie	55

REVUE DE DOCUMENTS JAPONAIS
INDEX

M. FORTIER TARAHA

1. Les Japonais à l'étranger	1
2. Les Japonais en France	2
3. Les Japonais en Chine	3
4. Les Japonais en Indochine	4
5. Les Japonais en Amérique	5
6. Les Japonais en Europe	6
7. Les Japonais en Afrique	7
8. Les Japonais en Australie	8
9. Les Japonais en Océanie	9
10. Les Japonais en Asie	10
11. Les Japonais en Russie	11
12. Les Japonais en Sibirie	12
13. Les Japonais en Extrême-Orient	13
14. Les Japonais en Extrême-Occident	14
15. Les Japonais en Extrême-Nord	15
16. Les Japonais en Extrême-Sud	16
17. Les Japonais en Extrême-Est	17
18. Les Japonais en Extrême-Ouest	18
19. Les Japonais en Extrême-Nord-Ouest	19
20. Les Japonais en Extrême-Sud-Ouest	20
21. Les Japonais en Extrême-Nord-Est	21
22. Les Japonais en Extrême-Sud-Est	22
23. Les Japonais en Extrême-Nord-Est	23
24. Les Japonais en Extrême-Sud-Est	24
25. Les Japonais en Extrême-Nord-Est	25
26. Les Japonais en Extrême-Sud-Est	26
27. Les Japonais en Extrême-Nord-Est	27
28. Les Japonais en Extrême-Sud-Est	28
29. Les Japonais en Extrême-Nord-Est	29
30. Les Japonais en Extrême-Sud-Est	30

L'avenir du commerce japonais

PAR

M. Fokichi TANAKA

Directeur du Bureau du Commerce du Ministère des Affaires Étrangères au Japon.

La dépression actuelle n'est qu'une des phases du retour aux conditions normales.

Si l'on compare le commerce japonais actuel au commerce des autres grandes puissances, on s'aperçoit que la comparaison n'est pas à son désavantage. En effet le chiffre représentant le total des importations et des exportations de cette année s'élève à plus de la moitié, sinon aux deux tiers, de ce qu'il était l'an dernier.

Les importations continuent à l'emporter sur les exportations. Ceci est dû en partie à ce fait que d'importantes quantités de marchandises, commandées pendant la période de grande prospérité qui suivit la guerre continuent à arriver au Japon. D'autre part, le change est défavorable à nos exportateurs. Enfin, la baisse de l'argent a profondément affecté l'état de nos marchés de Chine et des Indes. Il nous faut trouver le moyen de stabiliser le prix de l'argent ou, tout au moins, de neutraliser l'effet des fluctuations de ce prix.

Nos exportations à destination des États-Unis ont fortement décliné, mais nous sommes heureux de constater que nos principaux articles d'exportation, et surtout nos soieries, sont encore beaucoup plus demandées que nous n'osions l'espérer il y a quelque temps.

Toutefois, le prix élevé de la fabrication, du combustible, de la main d'œuvre et des matières premières, constitue un sérieux obstacle à la prospérité de notre commerce d'exportation. D'autres facteurs, moins évidents, mais dont il ne faut point sous-estimer l'importance, doivent aussi être pris en considération. Ainsi il est grand temps que les industriels japonais sortent de leur routine et comprennent qu'il leur est indispensable d'une part d'améliorer la qualité de leurs produits et de l'autre de se livrer à une étude sérieuse des marchés étrangers. Nos fabricants ont été assez sévèrement critiqués à l'étranger; on les a même accusés de ne point tenir leurs promesses en ce qui concerne la date des livraisons et la qualité des marchandises livrées et de ne point observer les clauses de leurs contrats. Certaines de ces critiques ne sont probablement pas fondées, mais nous devons reconnaître que quelques-uns de nos fabricants

se sont écartés, au moment où les commandes affluaient de toutes parts, des saines méthodes traditionnelles et ont contracté des engagements qu'il ne leur était pas toujours possible de tenir; la guerre finie, il leur a été difficile de se réadapter à des conditions souvent nouvelles pour eux. C'est pourquoi, aujourd'hui, des sociétés et des personnes influentes conseillent à nos industriels de s'unir, non pas tant pour conquérir de nouveaux marchés que pour travailler en commun à perfectionner leur fabrication et augmenter ainsi leurs chances de succès futur.

En fait, la réduction de la production de nos usines n'a point la signification qu'elle semble avoir. L'extraordinaire activité industrielle du temps de guerre ne pouvait durer et la dépression actuelle n'est qu'une des phases du retour aux conditions normales. Les grandes maisons établies sur des bases financières solides continueront à exister et à réaliser des bénéfices, beaucoup moins élevés certes que pendant la guerre, mais encore appréciables. Par contre, les nombreuses entreprises qui, tels des champignons, ont surgi du sol pendant ces dernières années subiront de lourdes pertes.

Un rapide examen de la situation montre que le commerce du Japon avec les pays du Pacifique et de l'Océan Indien est très satisfaisant, surtout en ce qui concerne les pays méridionaux tels que les Philippines, les Indes hollandaises, l'Australie et même certaines régions des Indes anglaises.

Notre commerce avec les États-Unis, établi depuis longtemps sur des bases solides, prospèrera certainement. Toutefois, on ne saurait espérer dans cette direction une expansion aussi soudaine et aussi grande que celle qu'acquerront nos relations avec les pays mentionnés plus haut. Ces pays, nouveaux marchés encore relativement peu exploités, pourront être d'excellents débouchés, mais leur éloignement et, par suite, notre peu de connaissances des ressources et des besoins de ces régions est pour nous un grand désavantage auquel nous devons dès à présent songer à remédier.

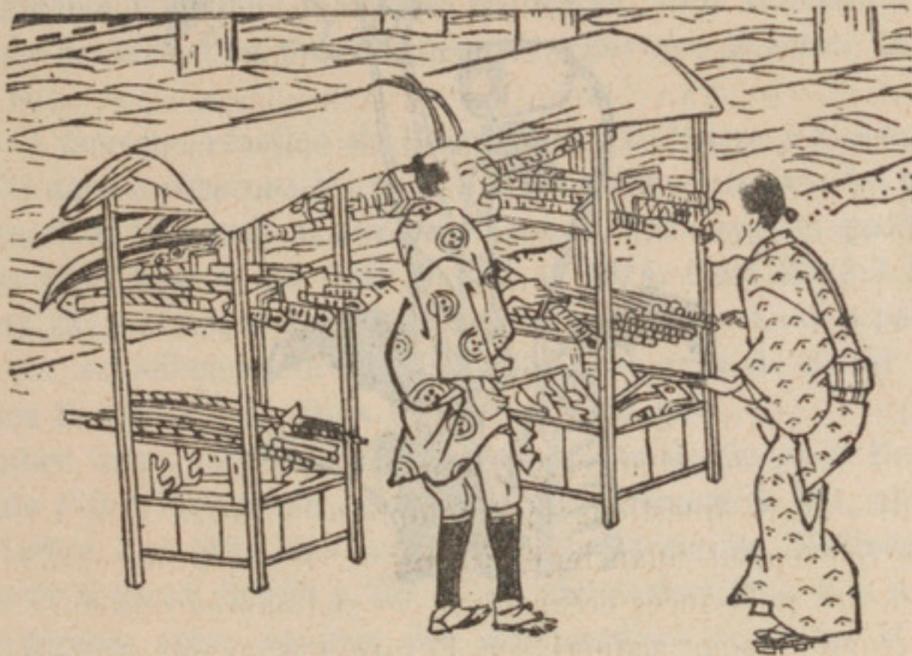
L'avenir de notre commerce européen dépend, dans une très large mesure, du cours des changes, et la question des changes est intimement liée à mille autres questions très compliquées de la solution desquelles dépend le relèvement financier de l'Europe. Il apparaît cependant comme certain que les puissances créancières des nations européennes profiteront de leur situation pour acquérir en Europe des avantages permanents; si cette prévision est exacte, le Japon se trouvera dans une position plutôt défavorable.

On ne saurait discuter de notre avenir commercial sans envisager le rôle actif que jouera un jour une Russie redevenue un des facteurs importants du commerce international. Nos relations avec cette Russie dépendront entièrement du degré de stabilité auquel elle aura pu parvenir. Pour le moment, c'est encore le chaos et il est peu probable qu'une quantité appréciable de marchandises japonaises puisse être exportée en Russie. Tout ce qu'on peut dire, c'est que, même au cas où les relations

reprendraient entre le Japon et la Russie d'Europe, le chiffre d'affaires serait forcément limité; par contre, il est probable que des échanges locaux aient lieu entre le Japon et les régions de la Russie d'Asie qui l'avoisinent.

En résumé, la situation économique du Japon est aujourd'hui assez satisfaisante. Avec une prudence que les difficultés ne font qu'accroître, le Japon fait face aux dangers de la situation actuelle. Or, le Japon possède aujourd'hui des ressources financières plus importantes qu'avant la guerre, son outillage industriel s'est grandement amélioré et les obstacles qui retardent ses progrès ne sont pas de nature permanente. Disparaîtront-ils ou subsisteront-ils? Cela dépend en grande partie de l'attitude des Japonais eux-mêmes, bien que, jusqu'à un certain point, les mesures prises par les États-Unis puissent avoir une grande répercussion au Japon.

De ce point de vue, on peut affirmer que la solution des problèmes actuels, qui vont être soumis à la Conférence des Nations qui doit bientôt se réunir à Washington, aura une énorme influence sur l'avenir du commerce des peuples de l'Extrême-Orient et du Japon en particulier.



La réduction des frais de production peut seule sauver le Japon

PAR

M. JUNNOSUKÉ INOUYÉ

Gouverneur de la Banque du Japon, à Tôkyô.

Il ne faut pas espérer une prompte reprise des affaires.

L'avenir dépend entièrement des efforts du peuple japonais.

L'an dernier, la situation financière du Japon était due, quant à ses causes immédiates, à des circonstances particulières à ce pays. Il n'en est plus de même à l'heure actuelle car, aujourd'hui, la crise est générale et, dans le monde entier, le prix de l'argent, qui a une telle influence sur notre commerce maritime, n'a cessé de baisser ainsi d'ailleurs que celui de certaines denrées d'un usage universel, telles que le coton, la laine, les céréales, etc.

Depuis la brusque réaction de l'an dernier, la baisse n'a cessé de s'accroître. Si nous comparons les prix d'avant-guerre aux prix les plus hauts atteints pendant la guerre et aux prix actuels, nous voyons que le nombre indice des prix de gros qui était de 125 en 1914, s'est élevé à 425 et est maintenant 257, alors que le nombre indice des prix de détail a passé de 128 à 417 et est actuellement (avril 1921) 307. Les prix de détail n'ont pas baissé dans la même proportion que les prix de gros.

Le nombre indice des prix des marchandises destinées à l'exportation a monté de 100 à 351 et est redescendu dernièrement à 194, alors que le nombre indice des prix des marchandises japonaises destinées au public japonais a passé de 100 à 341 et est maintenant 213. Il y a donc une grande différence entre les prix des marchandises exportées et ceux des marchandises à l'usage des Japonais eux-mêmes. Par exemple, il y a eu une très forte baisse sur la soie grège, mais le prix des soieries n'a pas baissé dans la même proportion; il en est de même pour le coton et les cotonnades. Si les produits destinés à l'exportation coûtent beaucoup moins cher, c'est parce qu'ils sont moins demandés; si la baisse sur les marchandises à l'usage de nos nationaux a été moins accentuée, c'est parce que la puissance d'achat des Japonais est encore grande. La soie grège et le coton sont des marchandises d'exportation, les soieries et les cotonnades se vendent sur place.

Étant donné la crise qui sévit dans le monde entier nous ne pouvons

guère espérer une augmentation prochaine de nos exportations. Si celles-ci restent faibles, la puissance d'achat des Japonais diminuera graduellement et par suite diminuera aussi la différence entre les prix de gros et les prix de détail. Déjà, plusieurs de nos fabriques ont dû réduire leur production et certaines ont cessé tout travail; d'une façon générale, les industriels cherchent à réduire les frais de fabrication. La réduction des dividendes et des salaires et, dans certains cas, le chômage, obligeront les particuliers à restreindre leurs dépenses et amèneront une baisse générale du coût de la vie.

A ce propos, il est intéressant de comparer la situation financière actuelle à celle qui résulta de la guerre sino-japonaise et de la guerre russo-japonaise. Pendant ces guerres, le Japon avait non seulement dû s'endetter, mais encore réduire ses ressources financières; pendant la guerre récente, au contraire, la puissance financière du Japon s'est grandement accrue. Pendant les guerres sino-japonaise et russo-japonaise, le Japon fut seul à souffrir, alors que les autres nations réalisaient des bénéfices par suite des achats de munitions faits à l'étranger, et par le Japon et par ses adversaires.

Aujourd'hui, au contraire, le Japon et les États-Unis sont les deux seules nations qui aient pu préserver leur intégrité financière. Les autres nations ont toutes épuisé leurs ressources et plusieurs d'entre elles se trouvent presque dans l'impossibilité de se libérer de leur dette extérieure.

Pendant ces dernières années, notre commerce d'exportation a été très florissant et toutes nos usines se sont agrandies pour pouvoir fournir les produits demandés par les acheteurs étrangers, et cela à un tel point qu'aujourd'hui notre activité industrielle dépend de notre commerce d'exportation. Or, actuellement, la crise financière est générale, et la puissance d'achat de tous les pays du monde est considérablement réduite; il serait donc enfantin de compter sur de nouvelles commandes de l'étranger ou d'espérer une amélioration rapide de notre situation commerciale. Les conditions présentes sont donc, à mon avis, bien différentes de celles qui résultèrent de la guerre de Chine et de la guerre avec la Russie.

Par suite de la dernière guerre, la capacité financière du Japon s'est beaucoup accrue, comme il appert de l'examen de nos balances à l'étranger et de notre réserve métallique. La conséquence première de cette situation a été l'augmentation des dépenses. Toutefois, cette richesse s'étant accumulée pendant une période de prospérité due à l'importance de nos exportations si, maintenant que nos exportations baissent, nous dépensons nos réserves sans chercher à rétablir notre commerce d'exportation, cette richesse ne tardera point à s'écouler sans que nous en ayons profité d'une manière appréciable. Et pourtant, c'est cette richesse qui nous permet aujourd'hui de résister à la crise générale et c'est elle qui nous permettra demain de reprendre les affaires avec une vigueur nouvelle. En réalité, aujourd'hui, nous avons l'avantage sur la plupart des

autres nations, mais si nous ne saisissons pas l'occasion qui nous est offerte, il serait enfantin d'espérer une amélioration permanente de notre situation financière.

Il est indéniable que les marchands et les industriels japonais doivent lutter contre la mauvaise réputation des marchandises japonaises à l'étranger, qui est un des résultats de l'expansion rapide du commerce japonais pendant la guerre. Certes, quelques industriels ont vendu des produits inférieurs, mais si certains d'entre eux l'ont fait dans un esprit de lucre, beaucoup n'ont fait que livrer les marchandises demandées par les acheteurs étrangers. Lorsque la guerre eut fermé la plupart des marchés européens, on dut s'adresser ailleurs pour se procurer des marchandises et le Japon fut débordé de demandes de toutes sortes. En premier lieu, ces demandes étaient bien supérieures à la puissance de production de l'industrie japonaise et, en second lieu, le Japon qui, jusqu'alors, avait manufacturé à bas prix pour les marchés orientaux, était mal outillé pour livrer immédiatement des produits d'une qualité supérieure tels qu'en achètent d'habitude les États-Unis, l'Australie, etc... L'insistance d'acheteurs désireux de prendre livraison de toutes les marchandises immédiatement disponibles, même lorsque ces marchandises étaient d'une qualité inférieure à celle à laquelle leurs clients étaient accoutumés, eut comme effet de mécontenter les consommateurs étrangers et de nuire au bon renom des articles japonais.

Un cas typique est celui d'un exportateur des Indes qui commanda à Kobé un stock d'allumettes. Il posa de telles conditions de fabrication à bon marché que la plupart des allumettes ne purent s'allumer, et le fabricant fut accusé bien qu'il n'eût fait que suivre à la lettre les instructions de l'exportateur qui avait fait la commande. Le seul moyen d'éviter ceci est d'instituer un contrôle de toutes les marchandises destinées à l'exportation. Cela semble difficile à première vue et pourtant il est clair qu'une inspection aussi minutieuse que possible est nécessaire.

Le nombre des intermédiaires entre le fabricant et le consommateur est un grand obstacle à la réduction des prix de détail. Ainsi, en ce qui concerne la braise, article de consommation courante dans les ménages japonais, il n'y a pas moins de sept intermédiaires entre le producteur et le public; chacun de ces intermédiaires prélève un bénéfice et c'est le public qui doit tout payer.

On a déjà essayé de rapprocher le producteur et le consommateur. C'est pour cette raison que des marchés publics ont été établis dans plusieurs villes. Les résultats ne sont pas concluants. Les marchés d'Osaka ont réussi, ceux de Tôkyô ont échoué. Toutefois, il est certain que la diminution de la puissance d'achat des particuliers amènera un changement appréciable.

Le fait que la population industrielle n'est pas, au Japon, une population permanente est souvent cité pour prouver que l'industrie japonaise ne saurait soutenir la concurrence avec l'étranger. Mais je ne vois là aucune cause d'inquiétude. Il est vrai que nous n'avons pas au Japon,

à vraiment parler, une classe ouvrière, composée d'ouvriers d'usines, classe dans laquelle les fils font le même travail que leur père et leur grand-père, mais l'absence de cette classe n'est pas surprenante puisque le Japon ne fait que débiter comme pays industriel. Nous ne devons pas non plus oublier qu'une de nos principales industries est l'industrie textile; la main d'œuvre y est presque exclusivement féminine. De toutes jeunes filles entrent dans les usines et en sortent pour se marier. Tout donne d'ailleurs à penser qu'en général, avec le temps, il se formera graduellement au Japon une classe ouvrière ou plutôt des classes d'ouvriers qui s'attacheront de père en fils à certaines industries.

Au point où nous en sommes arrivés, il est absolument nécessaire de réduire le prix de la production afin de pouvoir stimuler notre commerce d'exportation et accélérer le rétablissement de nos finances. La prospérité du Japon pendant la guerre a fait monter les prix de revient d'une façon extraordinaire. S'ils se maintiennent au niveau actuel, nous ne pourrions soutenir la concurrence avec l'étranger sur les marchés extérieurs. Au moment où la puissance d'achat de ces marchés a diminué par suite de la dépression actuelle, il est indispensable de réduire nos prix de revient si nous voulons augmenter nos exportations. Et pourtant, de nombreux industriels japonais, dont les bénéfices diminuent par suite de la stagnation des affaires, hésitent à le faire. S'ils continuent à temporiser et à laisser aller les choses, tout simplement parce qu'ils croient que la crise actuelle est une crise locale, semblable à celles qui suivirent les guerres avec la Chine et avec la Russie, ils rendent impossible la stabilisation de nos finances et reculent à une date très éloignée l'amélioration de notre situation générale. Ainsi, à la Bourse, il est naturel que, étant donné l'affluence de l'argent et le faible taux de l'intérêt, les valeurs aient une tendance à la hausse. Par contre, de nombreuses industries ont dû réduire leurs dividendes. Il en résulte que le prix des valeurs est instable. Si les chefs d'industrie réussissaient à diminuer leurs prix de revient proportionnellement à la diminution de leurs bénéfices, tout en payant des dividendes proportionnellement moins élevés, ils pourraient donner au public la conviction qu'ils pourront, grâce à une puissance financière accrue pendant la guerre, survivre à la crise. Un jour viendrait alors où les capitalistes auraient assez de confiance pour placer leurs fonds dans les affaires industrielles. La Bourse serait affermie et le rétablissement de la prospérité commerciale suivrait de près la diminution du taux de l'escompte. Ainsi la situation financière générale serait stabilisée et améliorée. L'existence au Japon d'énormes stocks de matières premières achetés pendant la guerre et aux prix de guerre est, en soi, un grand obstacle à la reprise des affaires.

Parmi ces stocks, les stocks de coton sont les plus importants; les stocks de laine viennent ensuite. Il s'agit donc d'écouler une partie des marchandises accumulées. Pour cela, nous devons filer le coton et tisser la laine en réduisant le prix de fabrication et faire des sacrifices sur le prix très élevé des matières premières. Les articles ainsi manufacturés

doivent être exportés. A présent, 40 % de nos filatures ont cessé le travail; si nos exportations reprenaient, il serait possible de réduire ce pourcentage à 30 % et même à 25 % en un temps relativement court.

Puisque les industriels et les détenteurs de stocks ont réalisés de grands bénéfices pendant la guerre, il leur est possible d'adopter cette méthode, mais ils ne s'y montrent pas disposés parce qu'ils ne se voient pas forcés de le faire. Ils vivent encore sur leurs réserves mais, quand ils auront mangé tous leurs bénéfices de guerre, ils ne pourront plus maintenir les prix. Les prix baisseront alors, mais il sera bien tard et l'industrie japonaise sera peut-être ruinée.

Les stocks les plus importants après le coton et la laine sont ceux de fer. A l'heure actuelle, les disponibilités de saumons de fonte au Japon sont d'environ 100.000 tonnes et la production annuelle a été réduite de moitié. Il faudra environ deux ans pour écouler une telle quantité de fonte.

On a prétendu que les mesures prises par le gouvernement au sujet de la soie et du riz empêchent la baisse. Cependant, pour ces deux denrées, il a fallu partir d'un tout autre principe. Le Japon est avant tout un pays agricole et le riz est le principal produit du sol. Le riz ne se vend guère à l'étranger. Le Gouvernement, pour stabiliser le prix du riz, cherche à l'acheter à un prix relativement peu élevé mais suffisant toutefois pour ne causer aucun préjudice aux agriculteurs.

La soie est aussi un produit agricole. L'exportation s'en est déjà élevée à 700.000.000 yen dans une seule année. Pour les agriculteurs, la sériciculture vient immédiatement par ordre d'importance après la culture du riz. Or le Gouvernement n'a pas l'intention de maintenir le prix de la soie à un niveau très élevé, mais il désire protéger les intérêts des producteurs. Il faut remarquer que le Gouvernement ne réglemente pas les prix de la soie destinée aux Japonais eux-mêmes, mais s'occupe activement de l'article d'exportation, et c'est pourquoi il y a une telle différence entre les prix des deux articles.

Il nous faut aussi prendre en considération la valeur de la monnaie japonaise. Si l'inflation fiduciaire n'était due qu'à l'importance des avances faites par la Banque du Japon, il serait facile de la réduire en faisant rentrer les emprunts. D'ailleurs, en ces temps de dépression financière, cette inflation se serait réduite d'elle-même, automatiquement, par suite de la diminution des transactions dans les différentes branches du commerce. Or les avances faites par la Banque ont dépassé le chiffre de 500.000.000 yen pendant la période de réaction de l'an dernier; maintenant, elles ont été réduites à 100.000.000 yen et, simultanément, la monnaie en circulation s'est trouvée réduite dans la même proportion. Pourtant, malgré cette réduction d'avance, nous avons en circulation pour plus de 1.000.000.000 yen de billets. La raison en est que, pendant les dernières années, nos billets de banque ont été émis contre les espèces métalliques qui ont afflué au Japon par suite de la prospérité de notre commerce d'exportation, et cette affluence a été telle que la Banque du

Japon possède en ce moment une réserve métallique considérable en plus de celle qui sert de couverture aux billets de banque qu'elle a émis.

D'autre part, les dépôts et du Gouvernement et des banques se montent à plus de 400.000.000 yen, et ces dépôts ne sauraient plus augmenter. Il ne faut pas s'attendre non plus à grand'chose de l'excédent de nos importations sur nos exportations pour aider à réduire l'inflation fiduciaire, car la situation économique du Japon ne lui permettra pas, pendant quelque temps du moins, de consommer une plus grande quantité de marchandises importées. Il est un fait bien connu, à savoir que, en Angleterre, en Amérique et en France, la situation financière est telle que lorsque le marché de l'argent dans un de ces pays est inactif et refuse d'absorber les fonds qui lui sont offerts, il est possible de placer cet argent dans les autres pays. Au Japon, le marché de l'argent n'est pas en relations aussi intimes avec les marchés étrangers; même si nous voulions essayer de placer l'excédent de nos fonds, le montant de nos placements ne serait pas assez important pour réduire en peu de temps notre inflation fiduciaire.

La difficulté de réduire l'inflation fiduciaire doit être prise en considération quand on étudie la baisse des prix et la continuation possible de la dépression actuelle. En résumé, il serait presque enfantin de s'attendre à un rétablissement rapide de notre commerce. Le prix des denrées ne baissera, la diminution du coût de l'existence n'aura lieu que lorsque les revenus et des capitalistes et de leurs employés auront été réduits.

Le fret est un autre facteur de notre vie industrielle et la question du fret est devenue grave pour le Japon. Seule, l'expansion de notre commerce international peut la résoudre. Jusqu'à ce que cette expansion soit assurée, notre marine marchande aura grand'peine à se maintenir. En outre, les navires américains envahissent les zones maritimes où presque seuls, jusqu'alors, naviguaient des bateaux japonais. Nous devons nous attendre à ce qu'ils leur fassent concurrence, non seulement dans le Pacifique mais encore dans l'Océan Indien, dans la Mer de Chine et ailleurs. Seule une augmentation de l'exportation des marchandises japonaises assurera du travail à nos navires. Il n'y a pas d'autre remède à la situation présente.

Pour éviter que la dépression actuelle ne s'étende, pour la faire cesser au plus vite, il n'y a, à mon avis, qu'une seule méthode à suivre : réduire le prix de revient chez nous et encourager ainsi nos ventes à l'étranger. Le meilleur moyen de développer notre commerce international est d'amortir les effets de la dépression. Je suis fermement convaincu que notre puissance financière, accrue par la prospérité des années de la guerre, nous permettra de faire face à une situation défavorable et de reprendre nos opérations sur les marchés étrangers avec une vigueur nouvelle. Après tout, notre avenir dépend entièrement de nous-mêmes. Notre peuple fera-t-il ou non les très grands efforts que la situation rend nécessaires?

LE MOUVEMENT OUVRIER AU JAPON

Après un calme relatif d'une année, la crise ouvrière redevient aiguë par suite surtout de la mauvaise situation économique du pays. Les grèves si fréquentes pendant la période d'activité industrielle qui suivit la guerre, c'est-à-dire lorsque la main-d'œuvre était insuffisante, décréurent en nombre et en intensité immédiatement après la crise de l'an dernier. En effet, en pleine prospérité, les ouvriers, résolus à profiter de toutes les occasions, demandèrent et très souvent obtinrent de fortes augmentations de salaire et une réelle amélioration des conditions dans lesquelles ils devaient exécuter leur travail. Quand les affaires devinrent mauvaises, de nombreuses fabriques durent fermer; d'autres réduisirent leur production et des milliers d'ouvriers furent renvoyés. Le travailleur apprit ainsi à apprécier une place qu'il pouvait perdre. Il s'adapta aux circonstances, se tint tranquille et les grèves furent rares.

Aujourd'hui, bien que l'offre de la main-d'œuvre soit encore très supérieure à la demande, les grèves, de plus en plus nombreuses, sont aussi plus significatives que naguère, car elles sont d'une autre nature.

En effet, les ouvriers, ne se contentant plus de réclamer des augmentations de salaire, présentent de nouvelles revendications : ils demandent que les syndicats soient reconnus; ils cherchent à substituer le contrat d'embauchage collectif au contrat individuel; ils veulent que l'existence des travailleurs soit mieux protégée que par le passé.

Ces revendications sont très modérées en comparaison de celles des ouvriers de l'Occident.

Dans plusieurs grandes villes, il y a eu des conflits entre les grévistes et la police; l'occupation des docks de Kawasaki par les grévistes, qui eut lieu à l'époque où, en Italie, les ouvriers s'emparaient de quelques usines, fut sensationnelle. Toutefois, en général, grèves et manifestations furent calmes. L'affaire de Kawasaki elle-même perd quelque peu de son importance lorsqu'on apprend que les grévistes ne voulaient pas s'emparer des docks, mais simplement préparer la mise en scène d'une imposante manifestation. Leur loyalisme envers l'industrie japonaise ne fait pas de doute; en effet ils décidèrent d'assurer la marche normale de l'entreprise jusqu'à ce que le litige pût être réglé, et cela, bien qu'ils fussent en lutte avec les propriétaires des docks.

Pourquoi les ouvriers déploient-ils une telle énergie pour faire valoir leurs revendications? La réponse est simple : la crise industrielle se prolongeant, le chômage augmente chaque jour et les ouvriers compren-



ment qu'il leur faut s'unir pour s'assurer mutuellement aide et protection. Chacun d'eux pris individuellement n'a aucune influence sur son patron, et recherche l'appui de ses camarades : des groupements se forment, des manifestations et des grèves sont organisées.

Le parti ouvrier a maintenant des chefs. Parmi eux il faut mentionner M. Bunji Suzuki. Ce disciple de M. Gompers voit plus loin dans l'avenir que ses collègues japonais car il peut envisager le problème ouvrier oriental du point de vue de l'Occident.

Voici son opinion :

« Nous sommes arrivés au point critique de l'histoire du mouvement ouvrier au Japon. Les rapports entre le capital et la main-d'œuvre sont en train de se transformer et l'attitude de l'ouvrier envers le patron change radicalement. Jadis, les grèves ne duraient que peu de temps; aujourd'hui, elles durent souvent plus d'une semaine, parfois même plus d'un mois, comme par exemple, la grève des chantiers maritimes de Fuji Nagata à Osaka. »

Aujourd'hui, les demandes d'augmentation et les griefs de certains ouvriers ou groupes d'ouvriers contre leurs patrons sont subordonnés à des revendications d'ordre général; ces dernières ont pour objet l'amélioration des conditions d'existence de la classe ouvrière et des rapports entre patrons et ouvriers. De toutes parts, des voix s'élèvent réclamant : le droit au contrat collectif; la reconnaissance officielle des unions ouvrières; la participation des ouvriers à la direction des entreprises. Ce sont là les premières étapes vers la démocratisation de l'industrie et l'application du principe du *self government*.

Les ouvriers japonais cherchent à s'émanciper : ils veulent que l'ouvrier et la main-d'œuvre cessent d'être considérés l'un, comme une machine, l'autre, comme une marchandise. Ils voudraient en outre être assurés contre les risques du chômage et demandent qu'il soit payé à tout ouvrier renvoyé d'une usine une prime de renvoi.

C'est qu'au Japon, il n'y a ni assurances ouvrières, ni lois qui permettent au travailleur d'envisager l'avenir avec quelque confiance.

Les ouvriers, impuissants en tant qu'individus, doivent donc coordonner leurs efforts pour assurer l'avenir de chacun d'eux, et l'esprit de classe, né du développement du capitalisme moderne, est avivé par la crainte du chômage.

Certes, les récents mouvements ouvriers d'Amérique et d'Europe ont stimulé les ouvriers japonais, et les théories socialistes et syndicalistes étrangères, ainsi que l'exemple de la Russie n'ont pas été sans les influencer. Ils sentent aujourd'hui combien leurs intérêts diffèrent de ceux des capitalistes; ils considèrent que, pour conquérir leur indépendance et assurer leur propre bien-être, il leur faut travailler à la suppression du salariat et du capitalisme actuels. L'élite de la classe ouvrière, d'une part, propage ces idées par des conférences, des discours, des brochures et des traités; les socialistes et les syndicalistes, d'autre part, ont adopté les mêmes moyens de propagande.

Toutefois, il ne faut pas croire que certaines manifestations, entre autres l'occupation des docks de Kasawaki, aient été dues à l'influence du bolchevisme ou du communisme. Ces actes n'avaient rien de révolutionnaire; les ouvriers ne voulaient ni s'emparer des docks ni spolier leurs propriétaires légitimes.

Bref, le mouvement ouvrier au Japon a fait un pas en avant. Les ouvriers ne demandent plus seulement des avantages pécuniaires : ils réclament le droit de s'organiser dans leur lutte contre le patronat et veulent traiter de puissance à puissance avec les patrons. Ce progrès marque le début d'une ère nouvelle. Le mouvement ouvrier n'est plus simplement égoïste et matérialiste; il devient idéaliste; son but est l'établissement d'une société nouvelle, basée sur les principes d'égalité, de fraternité et de justice.

Les chefs du mouvement ouvrier souhaitent et espèrent le triomphe pacifique de leurs idées. Pourtant, l'attitude autocratique des patrons constitue un grave danger. Ces derniers, en effet, se refusent à traiter avec leurs ouvriers comme avec des amis et continuent à les considérer comme des salariés. L'antagonisme entre les deux classes demeure entier et il se peut que les ouvriers, persuadés de la légitimité et de la modération de leurs demandes actuelles, en arrivent, si les capitalistes persistent dans leur attitude, à présenter des revendications beaucoup plus radicales.

Quant aux patrons qui croient être les maîtres bienveillants et même les bienfaiteurs de la classe ouvrière, ils considèrent les grèves, les manifestations, les actes de sabotage comme de véritables conspirations dirigées contre leur autorité. »

C'est qu'il y a fort peu de temps que le système du patronat familial a cédé la place à l'industrie moderne qui emploie des masses d'hommes dans un nombre relativement restreint de grandes usines. En fait, une grande partie de l'industrie japonaise est encore aux mains de petits patrons qui emploient leur famille et parfois quelques étrangers. Le travail est exécuté sous la direction du chef de famille et les relations entre le père de famille et les employés sont donc à peu près celles qui existaient jadis en Europe quand le maître agissait envers ses employés *in loco parentis*.

Ainsi, au moment où les ouvriers commencent à se rendre compte de la nécessité d'une adaptation de l'industrie aux conditions nouvelles, les patrons ont quelque peine à comprendre que les temps sont changés.

Cependant, parmi eux il est quelques hommes prévoyants et sincères qui s'efforcent de trouver au problème ouvrier une solution pratique qui donne satisfaction aux travailleurs sans mettre en péril l'industrie nationale. Une association s'est fondée, il y a deux ans, le *Kyochokwai* (Association de l'Harmonie) qui compte parmi ses adhérents le prince Tokugawa, président de la Chambre des Pairs et le vicomte Shibusawa, le magnat du commerce japonais; son directeur est M. K. Seyeda. Elle travaille à résoudre le problème ouvrier grâce à la coopération des capitalistes et des ouvriers. Un des membres de cette association, le Dr Juichi Seyeda, fut, pendant de longues années, le disciple et le collaborateur de l'économiste

Alfred Marschall. Il aida son maître à faire voter, après une âpre lutte le *kojo-hoo* la loi qui régleme le travail dans les usines. Le Dr Seyeda est un des principaux industriels japonais; sa compétence et son impartialité sont connues de tous, et il est intéressant de connaître son opinion.

« Le *kojo-hoo*, dit-il, est très critiqué, mais, quelles que soient ses imperfections, il n'en marque pas moins un progrès car, au Japon, le problème ouvrier est de date toute récente : il n'a commencé à être pris au sérieux qu'après la guerre russo-japonaise. C'est à cette époque que le vicomte Shibusawa, quelques industriels et moi-même, nous nous efforçâmes d'apporter quelque harmonie dans les rapports entre les capitalistes et ouvriers et d'éviter les écueils qui avaient été funestes à d'autres pays. Dans le parti ouvrier, d'ailleurs, des hommes d'élites, tels que M. Suzuki, à qui est due la fondation du *Yuai-kwai* (1) commencèrent à s'intéresser à la solution des problèmes ouvriers. Nous aidâmes le *Yuai-kwai* de nos conseils, car nous espérions que cette association pourrait servir de modèle et d'exemple à d'autres organisations ouvrières, et nous fûmes ouvertement blâmés par tous ceux qui pensaient qu'il ne fallait pas encourager un mouvement ouvrier de ce genre.

Après la guerre mondiale, le nombre des ouvriers d'usine, et parmi eux, le nombre des ouvriers instruits, augmenta rapidement. De grands progrès furent accomplis, mais certains symptômes attirèrent l'attention sur des tendances inquiétantes. Je me trouvais alors à Paris, mais le vicomte Shibusawa et quelques hommes influents demeurés au Japon comprirent qu'il fallait apporter un esprit de conciliation dans le conflit entre le capital et la main-d'œuvre et fondèrent le *Kyochokwai*. Toutefois, comme la tendance générale parmi les ouvriers était de résoudre tous les problèmes à leur propre avantage, la divergence de vues entre les deux partis ne put qu'augmenter. En outre, au Japon comme dans le monde entier, après la guerre, il y eut une période d'agitation et des théories comme le marxisme, le syndicalisme et le bolchevisme n'y furent pas sans influence. Le ton du *Yuai-kwai* changea; mes avis et ceux du vicomte Shibusawa ne furent plus demandés comme auparavant. Beaucoup d'autres associations ouvrières furent fondées, à la grande surprise de tous ceux qui croyaient que le *Yuai-kwai* assurerait l'unité du mouvement ouvrier.

Naturellement, les décisions prises à la Conférence de Paris fortifièrent chez les ouvriers et l'esprit de parti et le sentiment de leur dignité.

Leurs adversaires eux-mêmes et le Gouvernement comprirent qu'il devenait nécessaire non seulement de procéder à la revision du *kôjo-hoo* et d'appliquer les décisions de la Conférence de Paris, mais encore d'étudier la question de la légalité des unions ouvrières, de voter des lois d'assurances ouvrières et d'abolir l'article 17 du Règlement de Police.

Cet article est ainsi rédigé :

« Personne ne peut faire violence à quelqu'un, l'intimider ou le calom-

(1) C'est le nom de la plus importante « Union du Travail ».

nier publiquement dans le but mentionné dans un quelconque des articles suivants, ni engager ou inciter quelqu'un à faire violence à une tierce personne, à l'intimider, ou à la calomnier dans le but mentionné dans l'article 2 :

I. — Pour la décider à se joindre ou l'empêcher de se joindre à une organisation ayant pour objet une action collective destinée à modifier les conditions du travail et le salaire;

II. — Pour inciter les patrons à renvoyer des ouvriers, inciter les ouvriers à refuser des offres de travail ou à suspendre le travail, dans le but de causer un lock-out ou une grève;

III. — Pour forcer le consentement de l'autre partie en ce qui concerne les conditions du travail ou le salaire.

Malheureusement, l'extraordinaire et soudaine activité industrielle qui suivit la guerre enrichit et les ouvriers et les capitalistes; la législation projetée ne présenta plus le même intérêt et, quand je revins de Paris dans l'automne de 1919, ce fut en vain que je fis valoir la nécessité d'une prompt solution des questions ouvrières. Je ne fus point écouté.

Peu après survint la crise industrielle qui amena la diminution générale des salaires et l'augmentation du chômage. Les souffrances de la classe ouvrière furent rendues plus vives encore par la cherté de la vie qui cause aujourd'hui une telle agitation dans le pays et est un tel danger pour notre commerce extérieur et nos finances.

La cherté de la vie, la crainte du chômage ont fait naître un état d'esprit nouveau qui s'est manifesté pendant les grèves de Kobé et d'Osaka.

Maintenant, les ouvriers ne font plus appel au Kyochokwai: le Yuaikwai lui-même est considéré comme trop modéré et on craint qu'ils ne tombent graduellement sous l'influence d'hommes à vues radicales et extrêmes. Il est donc important de trouver la solution des questions en litige et je crois que les mesures suivantes devraient promptement être mises en voie d'exécution :

I. -- Le Gouvernement et la Diète devraient travailler plus sérieusement à résoudre les questions ouvrières et devraient, dès la prochaine session, voter, avant toute autre, les lois sur les unions et les assurances ouvrières.

II. — Les décisions de la Conférence tenue à Washington en 1919 et qu'examine actuellement le Conseil privé, reconnu comme autorité compétente, devraient être adoptées, quelle que puisse être à ce sujet l'attitude des autres pays qui ont pris part à la Conférence.

III. — Le Gouvernement et les autorités municipales devraient s'occuper sérieusement de l'application pratique des mesures qu'ils déclarent constituer une politique sociale. Des professions de foi seules et non suivies d'effet ne servent à rien.

IV. — Les capitalistes devraient avoir des idées plus larges et comprendre enfin qu'il est de leur intérêt d'augmenter le rendement de la main-d'œuvre. Sur ce point, notre travail est d'une infériorité lamentable. C'est aux capitalistes à prendre l'initiative et à améliorer, par de sages réformes,

fruits d'une étude sérieuse, les conditions dans lesquelles le travail doit être exécuté. Je recommande, entre autres mesures, la prompt adoption du système des comités mixtes dans lesquels les ouvriers et les patrons seraient également représentés et par lesquels toutes questions concernant la main-d'œuvre pourraient être résolues pacifiquement et harmonieusement pour le plus grand intérêt de tous.

V. — Il faut rendre les ouvriers meilleurs : c'est là le fond même de la question; il faut prendre soin de leur santé morale comme de leur santé physique et développer leur intelligence. Ils devraient en effet être plus conscients de leur rôle qu'ils ne le sont aujourd'hui. Il conviendrait donc que leurs guides, s'il est vrai que les ouvriers ont besoin d'être guidés, fussent des chefs ayant à cœur les intérêts véritables et permanents de la classe ouvrière.

Il faut élever l'ouvrier, socialement et politiquement, lui accorder plus de libertés et plus de droits, aller même, si cela est possible, jusqu'à adopter le suffrage universel. Cela est urgent, car je suis fermement convaincu que c'est aujourd'hui qu'il faut résoudre, et pour toujours, le problème ouvrier.

Le Gouvernement et les capitalistes doivent aujourd'hui choisir entre le *paternalisme* et le *trade-unionisme*; quant aux ouvriers, ils se trouvent au carrefour des chemins qui mènent soit vers le parlementarisme, soit vers le syndicalisme. Or, d'une part, le paternalisme industriel ne peut s'adapter aux conditions du travail moderne et le parlementarisme, d'autre part, présente de tels avantages que la nécessité de l'extension des droits électoraux apparaît comme évidente. »



Le Shantoung en 1921

Extraits d'un article de M. George BRONSON REA
paru dans *The Far Eastern Review* de février 1921,
numéro entièrement consacré à la question du Shantoung.

La question du Shantoung a été maintes fois étudiée dans diverses revues sous son aspect de problème de politique internationale. Les extraits publiés ci-dessous ont ceci d'intéressant qu'ils donnent des vues sur les relations commerciales de cette province avec les nations européennes et l'Amérique. La connaissance de ces notions positives n'est pas sans utilité pour permettre de porter un jugement sérieux et réfléchi sur cet important problème asiatique.

Il est de la plus haute importance pour les maisons européennes et américaines qui font du commerce en Chine, de connaître exactement l'état actuel du territoire de Kiaotchéou et de la province de Shantoung.

L'auteur a fait sur les lieux une enquête minutieuse et impartiale qui lui a été facilitée par les autorités. Les résultats de cette enquête sont présentés dans ce numéro de *The Far Eastern Review*.

On ignore généralement que, par une ordonnance du 2 décembre 1903, l'importation des machines et de l'outillage nécessaires à l'industrie et à l'agriculture est libre dans ces régions et que les objets manufacturés dans le territoire sont exempts de droits, à l'exception de ceux que la Chine est autorisée à prélever sur les matières premières. Les Japonais ont encouragé l'établissement de nouvelles manufactures; ils ont offert à bas prix des terrains pour la construction des usines; ils ont abaissé autant que possible le prix du transport des matières premières venant de l'intérieur et destinées aux usines. Tout le monde bénéficie de ces avantages.

Le 1^{er} octobre 1917, M. le Dr M. Akiyama, Chef de l'Administration civile, a exprimé publiquement l'espoir que les Américains, les Européens et les Japonais, unissant leurs efforts, contribueraient tous, dans leur propre intérêt et pour le bien commun de toutes les nations amies, au développement industriel et commercial de Tsingtao. En réalité, en public comme en particulier, la haute administration se montre très accueillante envers les industriels et les capitalistes des nations amies.

C'est là le principe de la politique japonaise à Kiaotchéou et autant que j'ai pu m'en rendre compte, le Japon y est fidèle. Il se peut qu'il existe dans les archives secrètes des chancelleries d'Europe et d'Amérique des documents et des rapports tendant à prouver le contraire; en général, ces pièces

ne viennent pas du district de Tsingtao. Le Consulat américain de Tsingtao ne connaît aucun cas spécifique de partialité préjudiciable aux intérêts américains.

Les résultats de mon enquête sembleraient indiquer que la plupart des plaintes contre l'administration japonaise de Tsingtao sont dues à l'esprit de tracasserie de certains petits fonctionnaires qui abusent ou usent mal de leur autorité.

Le commerçant étranger qui ne se laisse point décourager et ose s'adresser directement à un des chefs de l'Administration est invariablement traité avec courtoisie et sa demande est promptement prise en considération.

Cette méthode a cependant des inconvénients, car elle entraîne une réprimande pour le subordonné, et celui-ci en garde quelque rancune qu'il manifeste à l'occasion par de nouvelles tracasseries. La différence des races et l'activité de la concurrence compliquent encore la situation. Il en résulte que des faits qui passeraient inaperçus ailleurs, deviennent rapidement des questions internationales et sont présentés au monde comme des preuves de la partialité voulue des autorités japonaises au préjudice des étrangers.

En réalité, l'expansion du commerce japonais pendant la guerre a attiré l'élite de la jeunesse et le fonctionnarisme n'a plus d'attraits que pour les hommes le moins bien doués et surtout le moins préparés à s'entendre avec des étrangers. C'est là la véritable cause de la plupart des malentendus. Si les commerçants étrangers, sûrs de l'appui des chefs de l'administration, ont l'énergie de lutter contre cet état de choses, ils finiront par triompher de tous les obstacles.

En général, les marchands étrangers de Shanghai et d'ailleurs acceptent un peu trop à la légère tous les bruits qui circulent et croient que les autorités japonaises favorisent les Japonais aux dépens des étrangers; c'est pourquoi les étrangers se montrent peu disposés à ouvrir des succursales ou à envoyer des agents dans les territoires chinois qui sont actuellement sous le contrôle du Japon. Pourtant, s'ils déployaient à Tsingtao et dans le Shantoung la même énergie qu'en d'autres régions, ils y auraient le même succès. En dépit de toutes les accusations de favoritisme formulées contre les Japonais, c'est la plus grosse maison étrangère de Tsingtao qui domine actuellement le marché pour tous les articles qui l'intéressent.

Cependant, certains petits incidents désagréables ont pu servir de base à l'accusation générale de mauvaise foi faite contre le Japon.

Ainsi, j'ai appris qu'un commerçant étranger se plaignait de n'avoir pas obtenu un nombre suffisant de wagons pour transporter ses marchandises de Tsinanfou à la mer. Or, à ce qu'il semble, un agent maritime japonais aurait obtenu de la direction du chemin de fer un assez grand nombre de wagons alors qu'il n'avait rien à expédier. Ces wagons auraient été refusés au marchand étranger qui dut passer par l'intermédiaire de l'agent japonais. Ce fait, cité d'ailleurs comme un fait isolé, est présenté comme exemple de la partialité japonaise.

Supposons que ce soit vrai et examinons ce qui se passe sur la ligne Tsentsin-Pukow dont les directeurs sont chinois; nous découvrons que pour tout transport de marchandises il faut s'adresser à des agents chinois. En fait, de nombreux wagons vides encombrant les voies de garage des grands centres. Ils restent à la disposition des Tuchuns ou sont loués aux expéditeurs à des prix exorbitants.

D'autre part, les agences de transport, en Amérique et ailleurs, passent fréquemment un contrat pour le tonnage entier d'un navire au risque de ne pouvoir trouver assez de marchandises. Ces agents demandent aux expéditeurs des prix beaucoup plus élevés que ceux des compagnies, et pourtant ce trafic est considéré comme légal en Amérique. Ce fait n'est donc pas en soi une preuve absolue de la prétendue partialité japonaise.

L'administration civile a maintenant la direction des affaires. Une des premières mesures prises par elle a été d'interdire l'allocation des wagons de marchandises aux agences de transport. En outre, actuellement, pour éviter tout malentendu, on tolère souvent que des maisons étrangères surchargent les wagons qui leur sont alloués, et cette tolérance ne s'étend pas aux Japonais. Enfin, toutes les réclamations, si petites soient-elles, faites par des étrangers, sont promptement examinées.

L'incident des raffineries de pétrole. — Les autorités japonaises élaborèrent, dès qu'elles prirent la direction des affaires, les plans d'un district industriel très étendu à proximité du port; elles s'occupent encore activement du développement d'un deuxième district.

La rapidité avec laquelle les usines ont été construites et les populations ont afflué dans le premier district, ne peut être comparée qu'à celle avec laquelle se sont édifiées certaines villes de l'ouest de l'Amérique. Or, dans les limites prévues pour ce district, se trouvent les raffineries de pétrole établies et par la Standard Oil C^o, de New York, et par l'importante compagnie anglaise The Asiatic Petroleum C^o. Les autorités municipales japonaises, prévoyant que bientôt ces raffineries seraient entourées de fabriques et de maisons pour lesquelles leur présence constituerait un danger permanent, demandèrent à l'Administrateur civil d'ordonner qu'elles fussent transférées plus loin. Quand cet ordre parut, le 20 juin 1919, le bruit courut à New York que les Japonais avaient confisqué les mines et les raffineries américaines de Tsingtao et l'on crut que le Japon voulait exclure les étrangers du quartier de Tsingtao ayant la plus grande valeur au point de vue industriel et commercial par suite de sa proximité des docks et des têtes de ligne. Cette question fut réglée à l'amiable l'an dernier, au cours d'une entrevue de Sir Charles Elliott, ambassadeur de Grande-Bretagne à Tôkyô et du D^r Akiyama; les raffineries anglaises et américaines n'ont pas encore été déplacées; elles ne seront transférées ailleurs que le jour où elles constitueront réellement un danger pour leurs nouveaux voisins. Alors, ce ne sera pas le Japon, mais une autre puissance qui sera chargée de faire appliquer les règlements.

L'incident est donc clos.

La porte grande ouverte. — Autant que j'ai pu m'en rendre compte, la porte du Shantoung est grande ouverte. Quant à celle de Tsingtao, elle n'est ouverte qu'à demi et son accès est obstrué de ronces piquantes. Les Japonais font ce qu'ils peuvent pour la dégager et y parviendront avec le temps.

Il y a quelque douze ans, pendant un voyage en Mandchourie, je fis la connaissance d'un Anglais jeune, énergique et d'une activité infatigable. Il n'hésitait point à se plaindre aux fonctionnaires japonais les plus haut placés chaque fois qu'il le jugeait nécessaire. Les directeurs japonais du South Manchuria Railway m'ont assuré qu'ils appréciaient sa franchise et l'estimaient beaucoup lui-même justement parce qu'il s'adressait directement à eux au lieu de ne rien faire et de les accuser d'injustice.

Cet Anglais est aujourd'hui à Tsingtao où il représente la même grande maison anglaise; ses jours de lutte sont terminés car il s'est frayé un chemin à travers les ronces dont j'ai parlé plus haut. Il connaît les Japonais et leur façon de travailler et il ne craint pas la concurrence japonaise, bien au contraire. Il a trouvé la solution du problème en face duquel se trouvent tous les Américains qui veulent faire des affaires en Chine. Ce qu'il a fait, d'autres peuvent le faire.

Nous entendons fréquemment en Amérique répéter que le « le blanc s'en va lorsque le Japonais arrive »; pourtant cet Anglais n'est pas parti lorsque le Japonais est arrivé; il a lutté contre la concurrence japonaise dans un pays placé sous l'influence japonaise et il a triomphé.

Plus que partout ailleurs, dans cette région où la concurrence est tellement active, la persévérance et l'énergie sont les qualités essentielles du succès. C'est grâce à l'obstination de son représentant, que cette maison anglaise a réussi à s'établir à Tsingtao.

Le Dr Akiyama a déclaré que, si les marchands étrangers cessaient de se plaindre en public et se décidaient à présenter directement leurs griefs aux hautes autorités japonaises, ces dernières pourraient faire droit à leurs réclamations. Ainsi, tout malentendu serait dissipé et l'on n'aurait plus dans le monde, une fausse conception de la politique japonaise.

Les Américains à Tsingtao. — Au moment de l'affaire des raffineries de pétrole, il n'y avait que deux firmes américaines installées à Tsingtao : la Standard Oil Co et la Maison William Katz. Katz est un Russe naturalisé citoyen américain. C'est un marchand de bestiaux et de viande en gros; il dirige une grande usine frigorifique. C'est en outre un des principaux actionnaires de la China Mongolia Export Co, qui a une usine frigorifique à Tientsin. La Maison William Katz a un contrat pour la fourniture de viande de bœuf fraîche à l'armée américaine des Philippines. Cette compagnie a été organisée dans l'Etat de Delaware et la compagnie japonaise Okura et Co possèdent actuellement 49 % des actions. On prétend que les Japonais ont forcé M. Katz à les prendre comme associés, mais tout ce qu'on peut affirmer c'est que la maison américaine, après avoir fait un très gros emprunt à la maison japonaise, lui a vendu ensuite 49 % des actions à 400; ce qui, pour la maison américaine, était loin d'être une

mauvaise affaire. M. Katz, actuellement, a un contrat avantageux avec le gouvernement américain, mais ce contrat se terminera un jour ou l'autre; à cette époque, M. Katz aura vraisemblablement, grâce à ses associés japonais, commencé à fournir de la viande à l'armée japonaise, car il y a très peu de bœufs au Japon. En fait, le Japon doit procéder cette année à l'adjudication d'un contrat de 250.000 kg.

De temps à autre, des représentants de maisons américaines font un court séjour à Tsingtao et y obtiennent généralement de l'administration du chemin de fer du Shantoung des commandes de matériel et d'outillage mais, jusqu'à présent, malgré l'ouverture d'une succursale de l'International Banking Corporation à Tsingtao et l'établissement de relations avec des maisons anglaises ou japonaises, ils n'ont pas essayé de prendre une part importante au mouvement d'exportation et d'importation du port. Ce commerce est en général aux mains des Japonais.

Voilà les faits tels qu'ils sont. A part l'affaire de la Standard Oil Co, il n'y a eu qu'un seul cas qui ait nécessité un échange de notes entre le Gouvernement des États-Unis et le Ministère des Affaires Étrangères japonais.

L'affaire de l'école de la mission américaine. — En 1919, au moment où le mouvement anti-japonais était à son point culminant, les autorités de Tsingtao ordonnèrent la fermeture de l'École supérieure de Garçons Hugh O'Neill, dirigée par la Mission presbytérienne américaine. La police japonaise assurait que le principal de cette école, un Chinois du nom de Wang, s'occupait de propagande anti-japonaise. Le bruit courut alors que le territoire allait être fermé aux missions américaines et que cette mesure n'était que le début d'une campagne contre les Américains. L'incident a depuis été réglé à l'amiable et l'école a été rouverte en mars 1921.

Griefs anglais. — Les Anglais ont eu maintes fois à se plaindre des Japonais, surtout au sujet des questions de fret, de facilités de débarquement et de quarantaine, mais ont toujours réussi à régler tous les incidents d'une manière satisfaisante. Ainsi, l'an dernier, quinze réclamations contre l'impartialité et l'incompétence des Japonais furent officiellement soumises aux consuls anglais et transmises à Downing Street. Ces réclamations furent présentées en bloc par le Ministre des Affaires Étrangères anglais à l'ambassadeur du Japon à Londres. Ce dernier les expédia à Tôkyô d'où elles furent rapidement envoyés au D^r Akiyama qui fut chargé de faire une enquête et de fournir les explications nécessaires. Ainsi fut révélée aux autorités supérieures japonaises l'existence d'abus dans l'administration des docks, et des mesures furent prises en conséquence.

Je comprends que certaines personnes accusent les Japonais de partialité, mais l'accusation d'incompétence me déconcerte quelque peu. Si tous les incidents internationaux, dus à l'incompétence de certains fonctionnaires, devaient être réglés par voie diplomatique, nous nous préparerions un avenir assez troublé.

Ne pourrions-nous écrire nous-mêmes une merveilleuse histoire que nous intitulerions « de l'incompétence de certains hauts fonctionnaires » ? N'avons-nous pas vu des pédants et des politiciens causer la ruine de populations entières ? Comment pouvons-nous accuser tous les Japonais d'incompétence à cause de l'attitude de quelques subordonnés ?

Même s'il y a des fonctionnaires incompétents dans les administrations japonaises, le Japon peut réclamer le bénéfice des circonstances atténuantes.

Le port de Tsingtao est encore sous le contrôle de l'autorité militaire et l'autorité militaire emploie les mêmes méthodes dans le monde entier.

Supposons qu'un navire arrive dans le port; supposons qu'à bord de ce navire il y ait une caisse, une seule, adressée au Gouvernement militaire, qu'arrivera-t-il ? Ce navire passera avant les autres. Je ne dis pas que ceci ait eu lieu à Tsingtao, mais cela aurait pu arriver lorsque les autorités militaires y étaient seules maîtresses. Quoiqu'il en soit, les réclamations faites ont eu un résultat : dorénavant toutes les plaintes seront reçues et examinées par le Chef de l'Administration civile, et ce dernier favorise les marchands et les industriels étrangers.

Le champ est libre à tous. — Le D^r Akiyama, Chef de l'Administration civile, me demande d'inviter tout spécialement les maisons étrangères à collaborer au développement économique de Tsingtao et de toute la concession. Le champ est libre. Il n'y a pas de favoritisme. Il n'y aura aucun malentendu si tous les griefs lui sont présentés franchement et directement.

Il est vrai que la concurrence est ardente. Les nouveaux venus, les « griffins » ont beaucoup à apprendre avant de pouvoir lutter avec les maisons solidement établies. Mais ceci ne regarde en rien le Gouvernement. C'est simplement une question d'initiative, d'organisation et de persévérance.

Je ne vois pas pourquoi les Américains négligeraient de prendre leur part de la prospérité de Tsingtao. Le D^r Akiyama affirme que son Gouvernement fait bon accueil aux entreprises et aux capitaux américains. En fait, les autorités japonaises ont déjà fait d'importants achats en Amérique. Le chemin de fer se transforme peu à peu et devient un chemin de fer américain tout à fait moderne. En 1916, la direction des chemins de fer du Shantoung a fait un important achat de matériel qu'elle a payé en or 10.937.226 dollars. De cette somme, 3.046.468 dollars, soit environ le tiers sont allés à des fabricants américains.

Dans ces conditions, il serait absurde pour ces derniers de laisser échapper les avantages qui s'offrent à eux sur ce marché.

Kamakura, capitale de Minamoto no Yoritomo

Shôgun de 1186 à 1202

PAR

M. Joseph DAUTREMER

D'après le *Shin ben Kamakura Shi*, la signification du mot *Kamakura* est la suivante : trou de la faucille, ou, plus explicitement : trou où la faucille a été enterrée. Et voici la légende.

Fujiwara Kamatari, qui devint ministre d'État sous le règne de l'Impératrice Kôgioku (642-644), avait, étant encore enfant, entrepris un pèlerinage au temple de Kashima dans la province de Hitachi. Une nuit qu'il passait dans le petit village de Jui, il eut un songe, et un génie lui dit d'enterrer, sur une colline, dans le voisinage de Matsuga oka, la faucille qui lui avait été laissée en héritage et qui provenait de son ancêtre Ame no Koyane no Mikoto.

On pense aujourd'hui que ladite faucille a été enterrée à Okurayama près de Matsugaoka, où se trouve de nos jours le temple du dieu Hachiman. Le district prit dès ce temps-là, en raison de ce fait mémorable, le nom de Kamakura qu'il a gardé jusqu'ici.

Kamakura est situé en face du Pacifique et est entouré, à l'ouest et au nord-ouest, de petites collines boisées. L'endroit était ainsi bien défendu et facilement fortifié; c'est sans doute ce qui engagea Minamoto no Yoritomo à en faire sa capitale lorsque, en 1185, il assumait le titre de Sei i tai shôgun et créa un gouvernement militaire dans le Kwan tô, en face du gouvernement du Mikado à Kyôto.

L'histoire primitive de Kamakura est tout à fait obscure, mais, dans la période de Shinki (724-728) et pendant le règne de l'empereur Shômu, Someya Tarô daiyu Tokitada, arrière petit-fils de Fujiwara Kamatari, résida à Kamakura et gouverna les huit provinces de l'Est, connues sous le nom de Kwantô. Il y eut comme successeur Taira Naotaka petit-fils de Taira Sadamori, dont la fille avait épousé Minamoto no Yoriyoshi et était la mère du célèbre guerrier Hachiman Tarô Yoshi iye. Depuis cette époque, Kamakura était le fief héréditaire de la famille Minamoto. Dans la sixième année de l'ère de Kôhei (1063) après que Minamoto Yoriyoshi eut réduit à l'obéissance Abe no Sadatô seigneur d'Oshiu, qui s'était révolté contre la dynastie impériale, il bâtit à Tsuruga-oka un temple dédié au dieu de la

guerre Hachiman pour le remercier de l'aide qu'il lui avait accordée en cette occasion. Vers 1160, cependant, la fortune des Minamoto subit une éclipse et succomba sous les coups de la famille Taira; mais, Minamoto no Yoritomo, impatient de supporter le joug de Taira, réorganisa ses partisans et, après une succession de combats victorieux, acheva la défaite des Taira o dan no ura et reconquit la suprématie militaire.

Il éleva alors à Kamakura une ville considérable et toute de splendeur: toutes les populations du Kwan-tô y affluèrent, et Kamakura devint une capitale comme on n'en avait jamais vu encore, avec de vastes bâtiments d'une architecture remarquable, une population affamée de luxe et de plaisir; marchands, soldats, artistes, paysans se croisaient dans les rues larges et bien entretenues, offrant aux yeux éblouis des populations le spectacle d'une véritable féerie.

Mais, au milieu de toute cette splendeur, Yoritomo n'oubliait pas de fortifier sa situation et il créa un véritable gouvernement; il finit même par établir comme gouverneurs militaires de toutes les provinces ses propres parents et ses amis. C'est ce qui donna naissance à ce système tout à fait particulier de gouvernement à deux têtes qui a duré près de sept cent ans au Japon, le Mikado à Kyôto, le Shôgun à Kamakura, (plus tard à Yedo), et qui ne fut supprimé qu'à la restauration de 1868.

En 1190, Yoritomo mourut d'une chute de cheval à l'âge prématuré de cinquante trois ans; il fut enterré à Kamakura. On peut encore aujourd'hui voir sa tombe, simple pierre sur un petit monticule au penchant d'une colline non loin du temple de Tsurugaoka, et dominant les champs de riz qui ont remplacé la cité merveilleuse du XII^e siècle.

Après la mort de Yoritomo, son fils Yori iye, jeune homme de dix-huit ans, fut nommé chef militaire, Séi tai Shôgun, à la place de son père; mais le pouvoir fut, en fait, exercé par son grand-père maternel, Hôjô Tokimasa, qui, finalement, fit étrangler son petit-fils, et fit nommer à sa place Sane-tomo, frère de Yori iye, alors âgé de douze ans, et qui ne fut qu'un jouet dans les mains de son aïeul. Il fut, d'ailleurs, assassiné en 1218 par Kugiô, fils de Yori iye alors qu'il revenait du temple de Tsurugaoka. De ce moment la famille Hôjô exerce le pouvoir au nom de Shôgun trop jeunes et inexpérimentés; mais l'oppression et la tyrannie de tout le clan des Hôjô fut telle qu'en 1330, Oto no miya, fils de l'Empereur Go dai go, leva l'étendard de la guerre et avec l'aide de Nitta Yoshisada, capitaine de l'armée de Hôjô, mais qui s'était rangé sous la bannière impériale, marcha sur Inamura ga Saki, puis sur Kamakura qui, en quelques heures, ne fut plus qu'un monceau de cendres.

Kamakura, toutefois, fut rebâtie par Ashikaga Takauji qui fonda une dynastie de treize Shôgun, sous la domination desquels la capitale du bord de la mer redevint plus brillante que jamais. A la chute des Ashikaga, et à la fin du XVI^e siècle, Kamakura fut détrônée au profit d'Odawara où, peu à peu s'était concentré l'élément militaire. Aujourd'hui, la noble cité s'est évanouie à jamais et les bois et les champs recouvrent la place où elle exista jadis.

Depuis l'époque de Yoritomo jusqu'à la ruine complète de la ville, Kamakura fut le théâtre des scènes les plus sanglantes et en même temps, le centre d'une vie religieuse très intense. C'est pourquoi on trouve encore aujourd'hui sur l'emplacement de la cité morte tant de temples et de monastères, vers lesquels, à différentes époques de l'année, se presse la foule des fidèles bouddhistes. Les deux plus considérables, et les plus visités à notre époque, sont le Temple de Hachiman, dit aussi temple de Tsurugaoka, du nom de la colline sur laquelle il avait été situé (colline de la grue) et le Daibutsu ou Grand Bouddha dont le temple est détruit et dont seule la statue en bronze subsiste; on peut toutefois, citer aussi le temple de Kwanon, lequel renferme une grande statue en bois de la déesse, assez remarquable comme sculpture.

Le temple de Hachiman est dédié à la mémoire de Ojin Tennô, fils de l'impératrice Jingo. Il mourut en 313 et fut déifié sous le nom de Hachiman, dieu de la guerre. Ce fut Minamoto no Yoriyoshi qui le premier construisit le temple, vers l'année 1062 en reconnaissance de la protection divine qui lui avait été accordée dans ses campagnes de la province de Mutsu. Il l'éleva près d'un petit village dénommé Yui no Sato, à un endroit connu sous le nom de Tsurugaoka, près de la place de Kamakura; mais, en 1191, Yoritomo démolit le temple primitif pour le reconstruire au pied de la colline où Kamatari avait enterré la faucille; le nouveau temple garda néanmoins le nom de Tsurugaoka.

Les constructions actuelles qui ne datent que de 1828, (car les anciennes ont péri dans les divers incendies de la capitale), sont loin, dit-on, de ressembler comme ampleur et majesté aux bâtiments primitifs; elles présentent cependant un aspect encore assez grandiose, et font grande impression lorsque le visiteur les aborde de face par le grand escalier. Les annexes renferment une collection de reliques fort intéressantes, malheureusement, on a ajouté à ces reliques des pièces d'ornement modernes conquises sur les Chinois et sur les Russes dans les dernières guerres, et les jardins qui entourent le temple présentent une floraison de canons et d'obus qui font un effet déplorable de mauvais goût. — C'est en sortant du temple que fut tué en 1218 Sanetomo. Il fut assassiné par son propre neveu, prêtre sous le nom de Kogiô, qui vengea ainsi son père déposé et assassiné par les gens de Sanetomo.

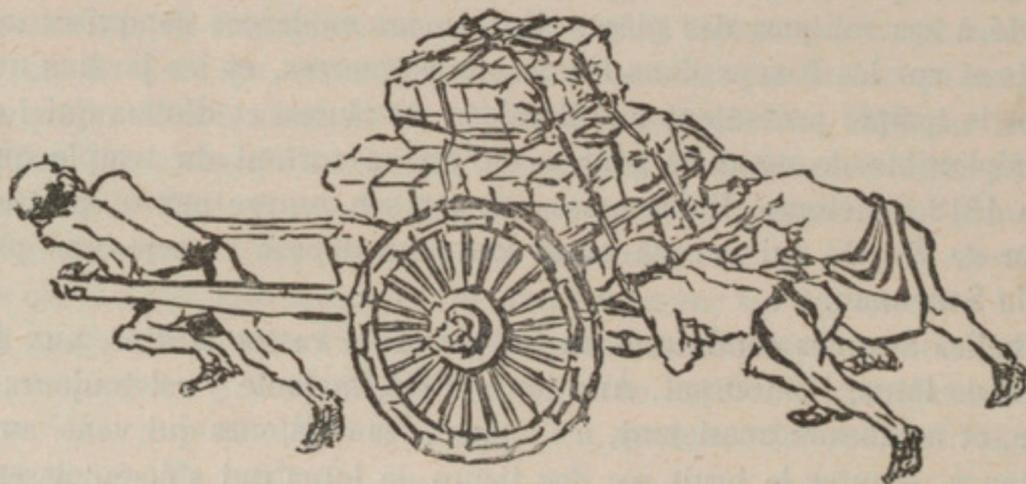
De belles avenues conduisent au temple et de vastes jardins, aux étangs remplis de lotus, l'entourent. Aux jours d'été, la foule y est toujours nombreuse, et nombreux aussi sont, à l'aurore, les amateurs qui vont, au bord des étangs, écouter le bruit sec des fleurs de lotus qui s'épanouissent.

L'histoire de la Grande Statue du Daibutsu, ou Grand Bouddha, est assez peu connue et les auteurs japonais eux-mêmes avouent que l'origine en est obscure. On n'a pas de documents et seule la tradition rapporte ce qui suit et qui est ainsi résumé dans une histoire de Kamakura de l'époque de Tei Kô (1684) :

Quand le Shôgun Yoritomo prit part à l'inauguration du grand Daibutsu de Nara, restauré en l'année 6 de l'ère de Ken Kyu, (1195), il voulut avoir

une reproduction de cette statue à Kamakura, sa capitale; il mourut avant d'avoir pu mettre son projet à exécution. Une dame de la Cour qu'il honorait de ses faveurs, nommée Itano no Tsubone, entreprit alors de réaliser le projet conçu par Yoritomo. Elle eut l'approbation de Yori Tsugu, successeur de Yoritomo, et, aidée d'un certain bonze nommé Jôkô, elle se mit à l'œuvre la première année de Gen nin (1224) et fit faire une première statue en bois qui ne fut achevée qu'en 1238 (1^e année de Rekinin). Un temple splendide fut élevé, mais fut détruit par une tempête en 1248 (2^e année de Hoji). Itano no Tsubone, avec l'aide du prince Munetaka, qui faisait alors l'intérim des fonctions de Shôgun reconstruisit la statue en bronze. C'est celle qui existe actuellement. Elle reste seule, en plein air; le temple qui l'abritait a été détruit deux fois par un typhon, une première fois la deuxième année de Ken mu, (1335), une seconde fois, la deuxième année de O an (1369). Quoique reconstruit chaque fois, le temple fut encore une fois complètement détruit par un raz de marée, en la quatrième année de Mei ô (1495). Cette fois, il ne fut plus rebâti et c'est ainsi que la statue resta isolée, ayant d'ailleurs, un aspect plus grandiose au milieu de cette nature verdoyante. Seules à côté, sont les demeures des bonzes.

La statue a une vingtaine de mètres de hauteur; l'intérieur est garni d'échelles et les visiteurs peuvent monter jusque dans la tête du Bouddha. Le Daibutsu de Kamakura est très renommé et attire tous les étrangers qui passent au Japon



VOYAGE EN FRANCE
DE S. A. I. LE PRINCE HIRO-HITO
PRINCE IMPÉRIAL DU JAPON

C'est le 30 mai 1921 que Son Altesse Impériale, le Prince Hiro-Hito, Prince Héritier du Japon, venant d'Angleterre où, comme on le sait, il avait été invité par le Gouvernement britannique, et poursuivant son voyage d'études et d'instruction en Europe, est arrivé au Havre à bord du cuirassé *Katori* qu'escortait un second cuirassé le *Koshima*, battant pavillon du vice-amiral Oguri.

Reçu avec le cérémonial d'usage par les autorités françaises et par l'Ambassadeur du Japon qui lui a présenté les officiers attachés à sa personne par le Gouvernement de la République pendant son séjour en France (Contre-Amiral Jehenne, Capitaine Grenier du Ministère de la Guerre, Vicomte de Dampierre, secrétaire d'Ambassade), le prince Héritier a quitté le lendemain matin Le Havre pour Paris où il est descendu à l'Hôtel de l'Ambassade. Sa suite était ainsi composée :

S. A. I. le Prince Kan-In
Comte Sutemi Chinda, Membre du Conseil Privé.
Kinnosuke Miura, Professeur de Médecine à l'Université de Tôkyô, Membre de l'Académie Impériale.
Vice-Amiral Isam Takeshita.
Général de Division Takeji Nara, Aide de Camp en Chef de S. A. I. le Prince Héritier.
Vicomte Tamemori Iriye, Grand Chambellan de S. A. I. le Prince Héritier.
Shutoku Matsui, Maître de la Cour de S. A. I. le Prince Kan-In.
Vicomte Masanao Tsuchiya, Chambellan de S. A. I. le Prince Héritier.
Hachiro Saionji, Maître des Cérémonies de S. M. l'Empereur.
Capitaine de Vaisseau Shinjiro Yamamoto.
Colonel Yoshiya Fukuda, Aide de Camp de S. A. I. le Prince Kan-In.
Ujihide Toda, Secrétaire de la Maison de S. A. I. le Prince Héritier.
Comte Koretsune Kamei, Chambellan de S. A. I. le Prince Héritier.
Dr. Zennoshin Hatta, Médecin de S. A. I. le Prince Héritier.
Setsuzo Sawada, Secrétaire au Ministère des Affaires Étrangères.
Capitaine de Frégate Koshiro Oikawa, Aide de Camp de S. A. I. le Prince Héritier.
Commandant Toyoki Hamada, Aide de Camp de S. A. I. le Prince Héritier.
Comte Yoshinori Futara, Secrétaire du Ministère de la Maison Impériale.

Sa réception officielle par le Président de la République a eu lieu le 1^{er} juin et a été suivie d'un grand déjeuner qui lui a été offert au Palais de l'Élysée dans la grande salle des fêtes. A ce déjeuner assistaient : le Président

de la Chambre, M. Briand, Président du Conseil, les Ministres et Sous-Secrétaires d'État, les Maréchaux de France, le Grand Chancelier de la Légion d'Honneur, les anciens Ambassadeurs de France au Japon, les hautes autorités du Gouvernement. Le Président et le Secrétaire Général de la Société franco-japonaise, étaient également au nombre des convives. Le Prince Héritier était accompagné de Son Altesse Impériale le Prince Kan In, de Son Altesse Impériale le Prince Higashi Kuni, de Son Exc. le Vicomte Ishii, Ambassadeur du Japon, et des principaux personnages de sa suite.

Au dessert, le Président de la République a prononcé les paroles suivantes :

En souhaitant à Votre Altesse impériale la bienvenue, j'ai plaisir à lui exprimer la satisfaction qu'éprouvent le gouvernement de la République et la France entière à accueillir le prince héritier du grand empire qui a su conquérir de longue date notre sympathie et notre admiration.

Aux sentiments qu'en toute circonstance aurait suscités parmi nous la visite de Votre Altesse impériale, s'ajoute la gratitude née du concours que nous a apporté l'empire du Japon dans la plus terrible épreuve qui ait ébranlé l'univers.

Certes, ce n'est pas d'hier qu'existent entre nos deux pays les relations les plus étroites et les plus confiantes. A tous les points de vue : intellectuel, politique et militaire, ils ont noué dès longtemps des rapports intimes et fructueux. Nous fûmes toujours heureux de rendre à vos compatriotes l'accueil que recevaient de vous les représentants de notre université et de notre armée. Que de fois avant la guerre ai-je recueilli de la bouche de nos officiers qui avaient fait un stage dans vos régiments, l'éloge enthousiaste des vertus qu'ils y avaient admirées ! Nos écoles militaires au premier rang desquelles notre École supérieure de Guerre, nos facultés, nos établissements scolaires de tout ordre se félicitaient de compter de vos compatriotes parmi leurs meilleurs élèves, les plus appliqués et non les moins brillants.

La guerre a éclaté. Le Japon s'y est rangé à nos côtés en allié loyal. L'armée et la marine japonaises y ont joué un rôle glorieux. Comment ne saisissons-nous pas avec empressement l'occasion que nous offre votre visite, Monseigneur, pour manifester notre joie qu'aient été ainsi resserrés les liens déjà si forts qui nous unissaient. La présence à vos côtés de Son Altesse le prince Kan-In, qui connaît déjà notre pays et qui est pour les sociétés de rapprochement franco-japonaises à Tôkyô un si précieux appui, nous est un nouveau gage de cette union.

La France, qui a si cruellement souffert de luttes dont elle fut le principal théâtre, sera reconnaissante à Votre Majesté impériale de porter à nos glorieux combattants, par sa visite à nos champs de bataille, l'hommage d'un grand peuple qui est bon juge en matière de courage et d'honneur.

En exprimant l'espoir que Votre Altesse impériale et les personnes qui l'accompagnent emportent de leur séjour en France un agréable et durable souvenir, je lève mon verre à sa santé en la priant de transmettre à Sa Majesté l'empereur les vœux que je forme pour sa personne et la prospérité de son empire.

Le Prince Héritier a répondu en ces termes qui ont été traduits du japonais en français par S. Exc. le Vicomte Ishii :

Monsieur le Président,

C'est avec un sentiment de profonde gratitude que j'ai écouté les paroles aimables et bienveillantes par lesquelles Votre Excellence m'a souhaité, d'une manière si cordiale, la bienvenue sur la généreuse et hospitalière terre de France.

Permettez-moi de voir, dans la chaleureuse réception qui m'est faite et dont je suis infiniment touché, une nouvelle preuve des sentiments d'amitié qui unissent si heureusement nos deux pays et qui ne se sont pas démentis depuis que des relations régulières se sont établies entre eux. Nous n'avons pas oublié au Japon le rôle éminent joué par les missions françaises dans notre adaptation aux méthodes et aux progrès scientifiques des nations occidentales; nous avons pu apprécier depuis longtemps le mérite de vos écrivains, de vos savants et de vos artistes, de vos militaires et de vos marins, pionniers de l'influence française dans le monde.

Au cours de la lutte la plus formidable de l'histoire, nos deux pays, visant un but commun et unis par le même idéal de justice et de liberté, ont vu se resserrer leurs liens; les sentiments d'estime et d'admiration que le peuple japonais nourrit envers le peuple français se sont fortifiés au spectacle de l'héroïsme et de l'esprit de sacrifice des fils de la France.

Un destin favorable me permet aujourd'hui de visiter la France et sa magnifique capitale dont le nom rayonne sur le monde entier comme un symbole de civilisation et de grandeur. Par un honneur dont je sens tout le prix, j'ai le privilège de m'y rencontrer avec les chefs illustres et les hommes d'État éminents dont la science et la ténacité ont assuré la victoire commune et ont érigé la paix du monde sur des bases inébranlables. Demain, j'irai contempler de mes yeux les champs de bataille mémorables et glorieux et j'ouvrirai mon âme à leurs enseignements; je verrai comment un peuple énergique et laborieux répare ses ruines par le travail et édifie, dans l'ordre et dans la paix, les bases d'une prospérité nouvelle.

En exprimant au gouvernement de la République ma reconnaissance sincère pour son hospitalité si cordiale, permettez-moi, Monsieur le Président, de lever mon verre en l'honneur de Votre Excellence et de Mme Millerand, et de boire à la grandeur et à la prospérité de la France.

Le lendemain matin, le Prince Hiro-Hito a tenu à venir déposer lui-même une couronne de palmes et de lauriers, aux couleurs japonaises, sur la tombe du soldat inconnu à l'Arc de Triomphe qu'il a salué des paroles suivantes :

Je m'étais réservé d'apporter moi-même le tribut des hommages pieux du Japon à cette tombe, symbole de toutes les vertus militaires et civiques du peuple français.

En ce haut lieu, proposé à la piété fervente de tout un peuple, à l'admiration émue de tout l'univers, loin que j'apporte de vaines paroles, je viens recueillir des enseignements.

Glorieux soldat de France, ce n'est pas seulement l'héroïsme de tes camarades, ni leur infatigable et rude ténacité, que tu représentes à mes yeux, c'est le nombre effrayant de tous ceux qui formèrent le rempart sacré de la cité, du droit, de la civilisation contre les assauts tant de fois renouvelée d'une force ennemie.

Le soldat de France n'a pas servi seulement la cause sacrée de la défense nationale, mais aussi un idéal de paix et de justice qui, dépassant les frontières, devait, dans sa pensée, se propager à travers le monde. Le Japon ne pouvait résister à cette flamme vive, car il est aussi un foyer où se mêlent, avec une égale ardeur, le sentiment patriotique et le culte de la justice. Aussi les deux nations ont-elles combattu côte à côte pour la même cause.

Puis dans la journée, Son Altesse Impériale a reçu à l'Ambassade la colonie japonaise, le Président de la Société Franco-Japonaise et de nombreuses personnalités, en attendant le dîner offert par Elle le soir aux Ambassadeurs Alliés à Paris.

Le 3 juin, bien que le séjour à Paris du Prince Héritier n'ait pas eu un caractère officiel, une réception avait été organisée en son honneur à l'Hôtel-de-Ville où il a été reçu dans la matinée, en séance solennelle par le Conseil Municipal. Successivement, le Président, M. Le Corbeiller, et le Préfet de la Seine, M. Autrand, ont pris la parole pour saluer leur noble visiteur rappelant le rôle joué dans le monde moderne par ses Augustes Parents, avec les traditions d'art et le culte chevaleresque de l'honneur du peuple japonais.

« Grâce au Japon, a dit en terminant M. Autrand, nos soldats, au moment même où ils étaient engagés dans les terribles combats de l'Yser, ont eu le réconfort d'apprendre que la puissance allemande était abattue dans une colonie qui faisait son orgueil. Puis, le Japon s'est voué à une tâche ingrate mais salutaire, en assurant la police des mers. Ses navires sont venus jusque dans la Méditerranée traquer les pirates et protéger notre navigation. En même temps, le Japon devenait une vaste usine de guerre, et, par les puissants moyens matériels qu'il mettait à la disposition des Alliés, il continuait jusqu'au dernier jour à tenir son rang parmi les plus actifs ouvriers de la victoire.

Par cette coopération magnifique à la cause de la France, votre pays, Monseigneur, s'est acquis des titres indescriptibles à notre reconnaissance. Nous sommes heureux de le proclamer devant Votre Altesse impériale, qui nous apparaît comme l'image même du Japon, dans sa force et dans ses radieux espoirs.

Un peu ému, le Prince Héritier est monté à son tour à la tribune municipale et a répondu en japonais par l'allocution suivante qui, traduite en français par son Excellence le Vicomte Ishii, a été vivement applaudie.

Messieurs,

Je vous remercie pour vos paroles de cordiale bienvenue et j'exprime aux représentants de la Ville de Paris et du département de la Seine ma reconnaissance sincère pour la magnifique réception qu'ils m'ont réservée dans ce majestueux Hôtel de Ville qu'illustrent tant de souvenirs de votre histoire. En m'invitant à mon tour, à la liste d'une longue liste de souverains et d'hommes célèbres par leurs œuvres ou par leur génie, à inscrire mon nom sur le Livre d'Or, vous me faites un honneur dont je sens tout le prix. J'admirais Paris avant de le connaître : j'étais encore tout enfant quand mon précepteur français m'en décrivait les merveilles et m'inspirait déjà le désir de voir de mes yeux cette Ville Lumière vers laquelle convergent tous les regards du monde civilisé. Paris fut ensuite à mes yeux la citadelle sacrée du droit, de la liberté et de la civilisation menacées, symbolisant à la fois les inquiétudes et les espérances communes à nos deux pays. Il rayonne aujourd'hui d'un éclat plus incomparable que jamais. Depuis que je suis dans vos murs c'est pour moi un enchantement toujours nouveau : les églises sublimes du moyen âge, les palais harmonieux de vos grands rois, ce majestueux Arc de Triomphe sous lequel la gloire de l'humble soldat de France va rejoindre les gloires des grands capitaines du siècle passé, inspirant des sentiments de noblesse et d'admiration ; vos avenues, vos boulevards où se presse une foule élégante, vos jardins d'une si belle ordonnance, tout, jusqu'au ruban argenté de la Seine, est un régal pour les yeux. Par dessus tout je suis charmé par l'accueil chaleureux de la population qui dénote une si franche et si cordiale sympathie. Je suis heureux de l'occasion qui m'est offerte d'exprimer aujourd'hui aux représentants du peuple de Paris les sentiments qui m'animent et je tiens à vous assurer, Messieurs, que je garderai de ma visite parmi vous le meilleur et le plus impérissable souvenir.

La séance levée, le Prince fut conduit en cortège par le Président du Conseil Municipal dans le Salon des Arcades où a eu lieu un bref concert donné par des artistes de l'Opéra et de l'Opéra-Comique, en présence d'une foule respectueusement sympathique parmi laquelle se trouvaient de nombreux membres de la Société franco-japonaise.

Les journées suivantes du Prince Héritier ont été consacrées par lui à des excursions à Versailles, à Chantilly, à Fontainebleau, à la Malmaison et à Saint-Germain. Le 6, il a offert à l'Hôtel de l'Ambassade un dîner au Président de la République; le 7, il assiste à un dîner donné au Cercle Interallié par l'Ambassadeur du Japon, dîner auquel avaient été conviés les Maréchaux Joffre et Foch, M. Poincaré, et de hautes personnalités; et le 10 il est parti pour la Belgique et la Hollande.

A son retour, il a visité, conduit par le maréchal Pétain et le Ministre de la Guerre, Reims, Verdun, Metz et Strasbourg, où il a assisté à des prises d'armes et à des manœuvres militaires.

Ce n'est que le 8 juillet que son Altesse Impériale a quitté définitivement Paris pour Toulon où l'attendait le cuirassé *Katori* à bord duquel il devait se rendre en Italie.

Au moment de son départ de Toulon, le Prince Héritier a envoyé au Président de la République le télégramme suivant

Au moment de quitter le territoire français, je tiens à renouveler à Votre Excellence ma profonde reconnaissance pour la cordiale hospitalité du gouvernement de la République.

L'accueil chaleureux de la population m'a prouvé que la sympathie du peuple français pour le Japon répond à celle du peuple japonais pour la France. J'emporte de mon séjour le meilleur souvenir et l'assurance d'une amitié durable entre nos deux nations.

HIROHITO

Le Président de la République a répondu :

Paris, 9 juillet.

Je remercie Votre Altesse impériale des sentiments qu'elle veut bien m'exprimer en quittant le territoire de la France.

Le peuple français et le gouvernement de la République ont été heureux de recevoir et de fêter le prince héritier du Japon et sont persuadés que le séjour de Votre Altesse impériale aura puissamment contribué à resserrer les liens d'amitié existant entre nos deux pays.

A. MILLERAND.

Auparavant, il avait bien voulu remettre à la presse parisienne cette note résumant les impressions de son séjour en France et que nous croyons devoir rapporter ci-dessous.

Au moment de quitter la France, où je viens de passer près de trois semaines, je suis heureux de pouvoir dire, une fois encore, quels précieux souvenirs j'emporte de ce pays.

Grâce à l'inlassable obligeance du gouvernement français, j'ai pu, en un temps relativement restreint, recueillir d'ineffables impressions et de riches enseignements. Que dire de Paris qui n'ait été répété mille fois? J'en ai admiré les merveilles architecturales, les trésors artistiques et surtout ces lignes harmo-

nieuses que votre capitale doit à son long passé et à sa glorieuse histoire. Il m'a été donné de visiter, dans des conditions exceptionnelles : le Louvre, Versailles, Fontainebleau, Saint-Germain, Compiègne, Chantilly... tous ces palais aux noms historiques. J'ai été reçu, avec quel aimable empressement, dans vos grandes écoles : Polytechnique, Saint-Cyr, Saumur. La Sorbonne m'a ouvert ses portes et j'ai eu le privilège d'y rencontrer les maîtres incomparables de la pensée française.

Un trop rapide voyage à travers les jardins de l'Alsace et la campagne lorraine m'a conduit dans vos cités reconquises : Strasbourg et Metz. Enfin, j'ai vu Verdun, j'ai vu les champs de bataille de la grande guerre et j'y ai admiré, dans le cadre de ses exploits, votre belle armée. Vos soldats, si intelligents, si alertes, si pleins d'entrain, sont dignes des chefs qui les ont menés à la victoire.

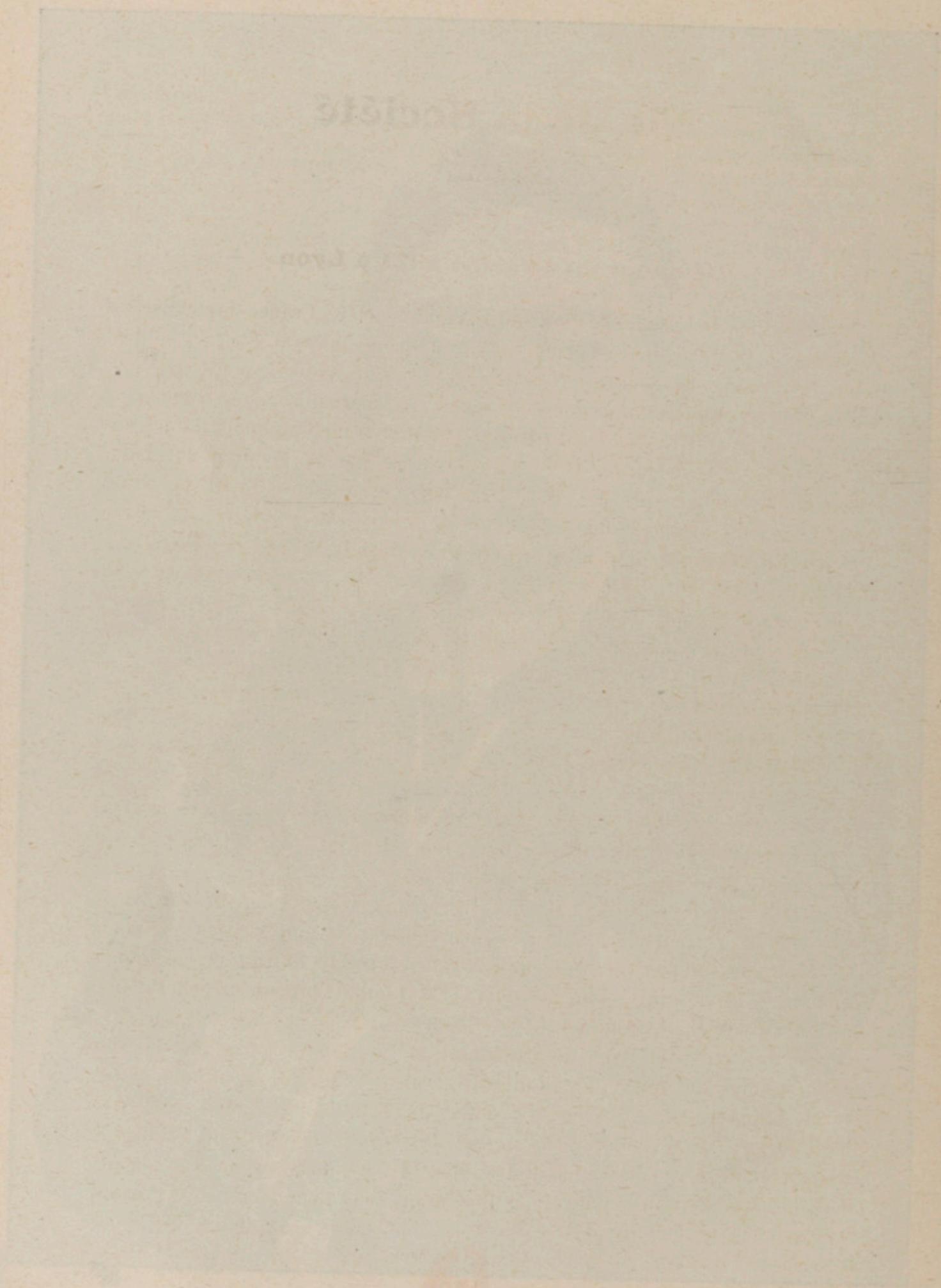
Une de mes impressions les plus profondes c'est celle que je rapporte de Reims et des régions dévastées. Ces villes détruites, ces bois ravagés, ces campagnes bouleversées, quel spectacle à donner à tous ceux qui oseraient encore glorifier la guerre et célébrer la force brutale. Mais, de mon émouvante visite, je rapporte un grand réconfort. Partout vos vaillantes populations du nord et de l'est travaillent à effacer les ravages de la grande guerre et s'appêtent à rentrer de belles moissons, symbole de prospérité.

En quittant la France, je pense à toutes ces choses vues et j'ai foi dans le glorieux avenir de votre patrie, associée à la mienne durant la paix, comme elle l'a été dans la guerre, pour le salut du monde et de l'humanité.

Le passage du Prince en France aura laissé un très agréable souvenir et toutes les personnes qui ont pu l'approcher ont été unanimes à apprécier son extrême affabilité et son grand désir de tout connaître. La Société Franco-Japonaise n'oubliera pas les témoignages de bonté qu'elle a reçus de Son Altesse Impériale; aussi est-ce avec joie qu'elle a appris son heureux retour à Tôkyô qui a eu lieu le 3 septembre dernier, aux acclamations d'une population très loyaliste qui n'avait pas vu sans quelque appréhension, le fils de son Auguste Souverain, héritier du Trône, quitter pour la première fois la terre du Soleil-Levant.



SON ALTESSE IMPÉRIALE, LE PRINCE HÉRITIER HIRO-HITO.



Faint, illegible markings or ghosting of text, possibly a title or author name, located near the top center of the paper insert.

Faint, illegible markings or ghosting of text, possibly a date or publisher information, located in the upper middle section of the paper insert.

Faint, illegible markings or ghosting of text, possibly a library stamp or additional title information, located near the bottom center of the paper insert.

Vie de la Société

Déjeuner du 11 avril 1921 à Lyon.

A différentes reprises, les membres de la Société Franco-Japonaise en résidence à Lyon avaient exprimé le regret de ne pouvoir être en contact plus étroit avec la Société. Aussi notre Conseil avait-il pensé qu'il y aurait lieu de saisir la première occasion pour organiser une réunion à Lyon où, depuis 1919, s'est constitué un Comité franco-japonais dont l'une des premières manifestations a été la publication par M. Focillon, le savant directeur des musées de la Ville, d'une très intéressante brochure ayant pour titre « Essai sur le génie japonais ».

Notre Président, M. Bertin, ayant été convié par la Société de Géographie de Lyon à faire dans cette ville une conférence sur le vieux Japon (conférence dont le compte rendu a paru dans notre précédent bulletin), il y avait là une circonstance permettant de réaliser plus facilement le désir de notre Conseil. C'est ainsi que le 11 avril dernier, un déjeuner a pu être organisé à Lyon, par les soins de M. Terrail, membre du Conseil, qui s'était entendu à ce sujet avec le très sympathique consul du Japon, M. Wakatsuké, auquel nous devons exprimer ici toute notre gratitude pour sa gracieuse hospitalité.

Avec notre Président étaient venus spécialement de Paris pour assister à la réunion : MM. Souhart, secrétaire général, Alevêque, secrétaire général adjoint, Dopfel, bibliothécaire-archiviste.

Dans la grande salle de l'Hôtel de l'Europe, renommé pour son excellente cuisine, le déjeuner a été des plus réussis; de nombreuses personnalités lyonnaises appartenant au comité franco-japonais et à la société franco-japonaise y assistaient. Nous citerons : MM. Loubat, procureur général près la Cour d'Appel, Emmanuel Lévy, Professeur à la Faculté de Droit et adjoint au maire de Lyon, représentant M. le Député-Maire, M. Herriot, Salès, adjoint au maire, Focillon, directeur des Musées de Lyon, Biron, Gerin, Lhopital, etc., Soulier, Président du Tribunal de Commerce, Maurice Courant, Professeur à l'Université, Jossierand, doyen de la Faculté de Droit, Clédat, doyen de la faculté des Lettres. Lénine, doyen de la Faculté de Médecine, Mulatier, consul de Belgique, Tassinari, Rivoire, Appleton, Professeur à la Faculté de Droit, A. et F. Bechetoille, Henry Bertrand, Tavernier, Président de la Société de Géographie, les directeurs du Crédit Lyonnais et de la Société Générale, etc; etc. M. Terrail, représentait le Président de la Chambre de Commerce empêché. Du côté japonais, il y avait MM. Ono, directeur de la Specie Bank de Yokohama, Hamasaki,

représentant de Mitsui et C^o, Yamada, représentant de Hara et C^o, Murakami, représentant de la Société Miubishi et C^o, Wanatabe, Chancelier du Consulat du Japon.

Au dessert, le Consul du Japon a pris la parole pour porter le toast suivant qui a été vivement applaudi :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,
MESSIEURS,

C'est pour moi un grand plaisir et un grand honneur que d'avoir pu réunir autour de cette table MM. les Membres de la Société Franco-Japonaise de Paris et du Comité Franco-Japonais de Lyon. A la vérité, il ne devait s'agir que d'une réunion des Membres de la Société franco-japonaise de Paris, mais j'ai pensé qu'il serait, peut-être, bon de profiter du passage en cette ville, de notre distingué Président pour inviter ainsi ceux qui travaillent à une œuvre commune.

La présence de M. le Président de la Société franco-japonaise de Paris sera d'ailleurs une joie pour tous, car il est un artisan de paix et de concorde, lui qui travaille constamment à resserrer les liens d'amitié qui existent entre la France et le Japon. J'ajouterai qu'il est aussi un artisan de la première heure, puisque c'est à lui que revient la gloire d'avoir construit le premier bateau de guerre de l'Empire du Soleil Levant.

Merci à vous, Monsieur le Président, Merci, Messieurs, d'avoir accepté mon invitation. Mon vœu le plus ardent est que cette réunion soit le point de départ de rapports plus étendus et plus constants.

Puisse-t-elle servir à jeter les bases d'une plus grande amitié entre nos deux nations et à faire naître plus de bien-être et de prospérité économique pour nos deux peuples.

Permettez-moi, maintenant, de lire une dépêche que m'a adressée de Genève Son Excellence M. l'Ambassadeur du Japon à Paris.

« Regrette devoir regagner mon poste immédiatement et ainsi être empêché avoir plaisir rencontrer Messieurs Membres Association Franco-Japonaise. Ishii. »

« En attendant les heureux résultats que j'augure de cette réunion, je lève mon verre en l'honneur de M. le Président, de ceux qui sont ici présents et de tous ceux qui, de cœur, sont avec nous, en disant : Vive la France. »

M. Bertin a répondu :

MONSIEUR LE CONSUL.

Nos remerciements, ceux de mes collègues parisiens et les miens pour la brillante et cordiale réception dont vos aimables paroles rehaussent encore la valeur.

Nous sommes heureux de fraterniser ici, grâce à vous, avec les nombreux membres lyonnais de la Société Franco-Japonaise et avec les autres Représentants l'Industrie et du Commerce, en qui je puis saluer, je l'espère, de futurs confrères franco-japonais.

MESSIEURS,

Notre Société poursuit depuis vingt et un ans une œuvre d'union entre le Japon et la France, les faisant mieux connaître l'un à l'autre. Son Bulletin est répandu et apprécié dans les deux pays. A Paris, nous recueillons des informations sur l'histoire, les arts, la littérature. Il nous manque le très utile complément que serait un Bulletin économique. Le Comité franco-japonais qui s'est fondé à Lyon pour s'occuper des intérêts commerciaux et industriels n'a-t-il pas en vue quelque publication de ce genre ? S'il en est ainsi, nous insérerions avec grand plaisir ce que le groupe franco-japonais de Lyon, de son côté, peut avoir avantage à publier chez nous.

A votre santé, Monsieur le Consul du Japon! Au succès toujours croissant de vos efforts pour développer les relations économiques du Japon et de la France.

A la prospérité toujours croissante de la riche et noble cité qui est aujourd'hui le siège d'une magnifique industrie, celle de l'élégance par excellence, et qui fut, aux temps anciens, la capitale des Gaules.

Pendant le café qui a été ensuite servi dans les salons de l'Hôtel, tous les convives ont été à même d'échanger leurs idées sur toutes les questions intéressant le développement de nos relations avec le Japon et ont pu remercier M. Wakatsuké pour la parfaite organisation de cette réunion dont chacun conservera un excellent souvenir.

**Déjeuner offert le 6 juin 1921, au château de Chantilly
par la Société Franco Japonaise
à S. A. I. le Prince Héritier du Japon.**

La date du 6 juin 1921 restera pour toujours inscrite au Livre d'Or de la Société Franco-Japonaise de Paris, car elle rappellera l'honneur fait à notre Société par S. A. I. le Prince Héritier du Japon, qui a daigné accepter le déjeuner organisé pour Elle au Château de Chantilly qu'Elle se proposait de visiter.

La Société Franco-Japonaise aurait voulu pouvoir, dans une manifestation plus étendue permettre à tous ses membres de venir présenter leur respectueux hommage à Son Altesse Impériale, mais des considérations particulières l'en avaient empêchée, et elle a dû, dans ces circonstances, restreindre ses invitations aux membres de son Conseil d'Administration.

C'est dans la salle de l'Orangerie, annexe du Musée Condé, dans la même salle où, quelques jours auparavant, l'Académie Française avait reçu sa nouvelle sœur, l'Académie de Belgique, que le déjeuner offert par notre Société à S. A. I. le Prince Héritier, avait été préparé; une table en fer à cheval de 50 couverts y avait été dressée, adossée à la tente de l'Émir Abd-el-Kader, rappelant la prise de la Smalah en 1843 par le duc d'Aumale, et au milieu des souvenirs de toutes sortes qui ornent cette pièce.

Arrivé en automobile avec S. Ex. le Vicomte Ishii et les différents personnages qui devaient l'accompagner ce jour-là, le Prince Héritier a été reçu et salué à la grille d'entrée du Château par le Conservateur, M. Macon, le Préfet de l'Oise, M. Linarès, et le maire de Chantilly, M. Vallon; puis, après avoir fait un tour de voiture dans les jardins et le Parc du Château, il s'est dirigé vers la salle de l'Orangerie où l'attendaient notre Président et les membres du Conseil, venus à Chantilly par chemin de fer.

Après les paroles de bienvenue et les présentations d'usage, Son Altesse Impériale est entrée dans la salle de l'Orangerie où le déjeuner a

été immédiatement servi. Avec Elle et avec l'ambassadeur du Japon étaient venus : Son Altesse Impériale le Prince Kan-in, Son Altesse Impériale, le Cte Higashi, le Cte Chinda, membre du Conseil Privé, le vice-amiral Takeshita, le vice-amiral Oguri, commandant en chef de la 3^e escadre, le Professeur Miura, membre de l'Académie Impériale, le général Nara, aide de camp en chef de S. A. I. le Prince Héritier, M. Matsuda, Conseiller de l'Ambassade du Japon, le général Watanabe, attaché militaire, le Vicomte Tsuchia, Chambellan de S. A. I. le Prince Héritier, M. Saionji, maître des cérémonies de S. M. l'Empereur, le capitaine de vaisseau Yamanoto, le capitaine de vaisseau Itchijo, attaché naval, les Lieutenants-Colonels Shibouya et Toyama, M. Sawada, secrétaire au Ministère des Affaires Étrangères, le Comte Futara, secrétaire au Ministère de la Maison Impériale, M. Sawada, secrétaire à l'Ambassade du Japon, et les membres de la mission française attachée à la personne du Prince héritier, contre-amiral Iehenne, capitaine Grenier, du ministère de la Guerre, Vicomte de Dampierre, du Ministère des Affaires Étrangères.

Les autres convives étaient avec notre Président, M. Bertin, MM. Dufourmantelle, Vice-Président, Souhart, secrétaire général, Alevêque, secrétaire général adjoint, Chevalier, trésorier, Dopfel, bibliothécaire-archiviste; MM. Deslandres, de l'Institut, Yves-Guyot, Paul Labbé; Krafft, de la Mazelière, Odin, Terrail, Général Baron, Corvisart, Commandant Martinié Ambassadeur, Regnault membres du Conseil, M. Gonse, vice-président du Conseil des Musées nationaux, et membre d'honneur de notre Société, M. Léo Muller, directeur de la Banque franco-japonaise, Commandant Bertin, M. Linarès, préfet de l'Oise, M. Macon, conservateur du Musée Condé, M. Poncet, M. Lavis de l'Académie Française, bien que se trouvant au Château de Chantilly s'était excusé en raison de son état de santé.

Au champagne, M. Bertin a porté la santé de son A. le Prince Impérial en ces termes :

MONSEIGNEUR,

La Société Franco-Japonaise de Paris gardera le souvenir du grand honneur que Votre Altesse Impériale veut bien lui faire aujourd'hui.

Nous sommes fiers de pouvoir recevoir Votre Altesse Impériale dans ce Château de Chantilly qui, après avoir été la résidence séculaire des Montmorency, la plus ancienne et la plus noble famille de nos Shizokous, est devenu, grâce à la munificence de Son Altesse Royale Le Duc D'Aumale — avec ses magnifiques collections d'art — que Votre Altesse Impériale pourra visiter tout à l'heure — la propriété de l'Institut de France.

Personnellement, je suis heureux d'avoir pu, en ma double qualité de Président de la Société Franco-Japonaise et de Membre de l'Institut, user de cette résidence princière pour ce modeste déjeuner que Votre Altesse Impériale a daigné accepter de nous.

Nous levons nos verres, Monseigneur, à la santé de Votre Altesse Impériale et de Son Auguste Famille.

Nous transcrivons ci-après la réponse de S. A. I. le Prince Héritier qui a été saluée de respectueux applaudissements.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, MESSIEURS,

Chaque journée qui s'est écoulée depuis mon arrivée sur le sol glorieux de la France m'a apporté de nouveaux témoignages de sympathie et je suis d'autant plus touché de l'accueil qui partout m'a été réservé que j'ai le devoir à l'estime dont jouissent dans ce noble pays mon auguste famille et ma patrie bien aimée.

Je suis tout particulièrement sensible à l'aimable invitation de la Société Franco-Japonaise de Paris et je suis très heureux, Messieurs, de l'idée que vous avez eue, de nous réunir aujourd'hui dans ce superbe château de Chantilly, jadis demeure royale, aujourd'hui domaine de l'Institut de France. Nul lieu n'était mieux choisi pour faire sentir à un voyageur, à un étudiant, le goût, le charme, la beauté, le sérieux de la tradition et de la civilisation françaises.

Ainsi j'aurai vu la France du passé, riche de gloire et de splendeurs; mais la France d'aujourd'hui est encore plus glorieuse et plus belle, cette France qui, sanglante de ses blessures, s'applique de nouveau aux travaux, aux sciences, aux arts de la paix.

Après avoir visité vos champs de victoire et rendu hommage aux mânes de vos héros, j'ai été témoin des patientes recherches de vos savants, j'ai entendu la voix de vos maîtres les plus renommés, j'ai admiré les chefs-d'œuvre de vos artistes, j'ai vu vos terres ensemencées et votre peuple au travail.

J'emporterai de la France un grand souvenir. Je la connaissais par les récits des voyageurs, les pages des écrivains et les vers des poètes. Maintenant je sais ce qu'elle est, qui elle est — et j'apprécie à leur entière valeur, Monsieur le Président, les efforts que votre Société n'a cessé de faire pour ouvrir toutes grandes aux visiteurs japonais les portes du temple du génie de la France.

Au nom du Japon, Messieurs, je vous remercie, du fond du cœur et je bois à la prospérité de la Société Franco-Japonaise de Paris.

Après quelques paroles pleines de tact prononcées par M. le Préfet de l'Oise, au nom de son Département dans lequel se trouve Chantilly, les convives se sont levés de table et ont accompagné le Prince Héritier dans sa visite du Château, dont il a pu, guidé par le savant Conservateur, admirer les richesses artistiques.

A 3 heures, S. A. I., a repris le chemin de Paris où Elle devait, le soir même, donner un dîner en l'honneur de M. le Président de la République et de Mme Millerand.

Les membres du Conseil de la Société Franco-Japonaise garderont certainement un souvenir inoubliable de cette réception intime qui, grâce au décor dans lequel elle a pu se produire et au beau temps qui l'a accompagnée, a été des mieux réussies.

**Réception du mercredi 8 juin 1921
en l'honneur de S. A. I. le Prince Kan-in
Président de la Société Franco-Japonaise de Tôkyô.**

La Société Franco-Japonaise de Paris a donné le 8 juin de 5 à 7 heures, dans les salons de la Galerie des Champs-Élysées, un thé en l'honneur de Son Altesse Impériale, le Prince Kan-in, le très sympathique Président de la Société Franco-Japonaise de Tôkyô qui, comme nos Collègues le

savent, accompagnait S. A. I. le Prince-Héritier du Japon, dans son voyage en France.

Plus de 250 personnes, tant françaises que japonaises, dont beaucoup de dames avaient répondu aux invitations lancées par notre Société pour cette réunion qui a été des plus réussies. Parmi elles, nous citerons : S. Exc. l'Ambassadeur du Japon et la Vicomtesse Ishii, accompagnés de la plupart des membres de l'Ambassade; l'amiral Oguri, commandant l'escadre des cuirassés japonais *Koshima* et *Katori*, mouillée au Havre, avec de nombreux officiers appartenant à l'état-major de ces bâtiments, le nouvel ambassadeur de France au Japon, M. Claudel, et Mme Claudel, etc., etc.

Pendant que l'on servait le thé, un orchestre symphonique s'est fait entendre, puis le secrétaire général, M. Souhart, remplaçant notre Président, M. Bertin, indisposé, a pris la parole pour saluer Son Altesse Impériale le Prince Kan-in en ces termes :

MONSEIGNEUR,

Notre Président, M. Bertin, se trouvant indisposé, se voit, à son très grand regret privé de l'honneur de recevoir V. A. I. Il m'a chargé de le remplacer et de vous dire combien la Société Franco-Japonaise de Paris est heureuse et fière de cette visite d'aujourd'hui.

MONSEIGNEUR,

Les membres de la Société Franco-Japonaise de Paris vous présentent leurs respectueux hommages. Ils saluent en vous le Président de la Société Franco-Japonaise de Tôkyô.

Les deux Sociétés sont sœurs. L'honneur fait à la seconde par V. A. I. a rejailli sur la première. Nous vous prions donc de vouloir bien agréer, avec nos hommages, l'expression de notre très sincère gratitude.

Je lève mon verre, Monseigneur, à la santé de V. A. I., et si elle veut bien me le permettre à la prospérité de notre sœur, la Société *Ni-Futon*, de Tôkyô.

Nous transcrivons ci-après la réponse de S. A. I. le Prince Kan-in qui a été couverte de très vifs applaudissements, en même temps que l'orchestre jouait l'*Hymne Japonais* et la *Marseillaise* :

MESDAMES, MESSIEURS,

C'est toujours la générosité des sentiments et l'esprit d'initiative des élites qui permettent aux idées de se répandre et de gagner les adhésions du public. En ce sens, on est autorisé à dire que l'action de la Société Franco-Japonaise a été diligente et féconde, et qu'elle n'est pas étrangère à l'accueil si spontané que le public français a offert avec un empressement cordial au Prince Héritier du Japon.

J'en suis personnellement reconnaissant aux dirigeants de la Société Franco-Japonaise, car mes sympathies personnelles pour la France sont d'autant plus vives qu'elles datent du temps heureux de ma jeunesse. J'ai passé en France presque dix ans pour terminer mes études et, — je m'excuse de cette digression, on se plaît toujours à parler de ce qu'on aime — j'ai fait mon éducation militaire à la glorieuse École spéciale militaire de Saint-Cyr. J'ai eu la grande joie d'assister dimanche à un déjeuner de mes camarades de promotion, mais ma tristesse aussi fut grande d'apprendre que les vides étaient si nombreux et que tant de bons camarades étaient tombés au champ d'honneur.

Ici, votre zèle toujours en éveil trouve des occasions nouvelles de consolider

les liens d'amitié entre la France et le Japon. Votre tâche n'est pas achevée et s'accroît au contraire à mesure que les relations entre les nationaux des deux pays deviennent plus nombreuses et plus suivies.

Mais les résultats excellents de votre action vous seront un stimulant efficace pour les besognes prochaines et, marchant de succès en succès, vous rendrez jalouse la Société Ni-Futou de Tôkyô, sœur de a vôtre.

L'amour des arts, le culte d'une civilisation génératrice de chefs-d'œuvre, vous ont introduits, Messieurs, à la sympathie envers le Japon moderne. Les Japonais ont souvent pris le même chemin pour découvrir et apprécier la France d'aujourd'hui. Les sentiments sont durables qui reposent sur une sérieuse connaissance mutuelle. Aussi semble-t-il superflu d'exprimer des vœux amicaux pour l'avenir et la prospérité de la Société Franco-Japonaise de Paris.

Les danses ont alors commencé et ce sont continuées sans interruption jusqu'à 7 heures au grand plaisir de la jeunesse présente, pendant que de nombreux membres de la Société réclamaient l'honneur d'être présentés à S. A. I. le Prince Kan-in qui a charmé tous les assistants par son amabilité, et en leur rappelant ses souvenirs de ses précédents séjours dans notre capitale.

Avant de quitter le Havre pour se rendre à Toulon à la disposition de Son Altesse Impériale le Prince Héritier, le Vice-Amiral Oguri, commandant l'escadre japonaise, a donné le 13 juin, à bord du cuirassé *Kashima*, une réception à laquelle avaient été invitées les autorités et les principales notabilités du port.

Le secrétaire général de la société, M. Souhart, et plusieurs de nos collègues avaient fait le voyage du Havre pour aller assister à cette fête dont ils ont été à même d'apprécier toute la réussite et la parfaite organisation.

Combats de lutteurs, escrime au sabre, danses et jeux de l'équipage, distribution de cocardes et d'éventails japonais, puis danses européennes à la grande joie de l'élément féminin très bien représenté, rien n'avait été épargné pour amuser les invités [qui se sont retirés emportant un excellent souvenir de l'aimable accueil dont ils avaient été l'objet de la part de l'amiral Oguri et de tous les officiers de son état-major.

A la suite du déjeuner offert à Chantilly à Son Altesse Impériale le Prince Héritier du Japon, et de la réception de Son Altesse Impériale le Prince Kan-in, par notre société, notre Président, M. Bertin, a reçu le télégramme suivant :

« Directeur Société Franco-Japonaise Tôkyô adresse cordiaux remerciements pour accueil enthousiaste de L. A. I. Prince Héritier et Prince Président. »

Auquel il s'est empressé de répondre :

Paris, 18 juin 1921

« Directeur Société Franco-Japonaise, Tôkyô. Société Franco-japonaise
« Paris très sensible au télégramme de sa sœur de Tôkyô, l'en remercie
« vivement et l'assure de la continuation de tous ses efforts pour la
« réalisation de leur programme commun. »

BERTIN, Président.

L'Académie des Sciences Morales et Politiques, sur le rapport de
M. Lacour-Gayet, au nom de la section d'histoire vient d'accorder un
prix de 2000 francs à notre vice-président, M. Gérard, pour son livre « une
mission au Japon » dont le Bulletin a rendu compte dans son numéro 44-45.

Nous avons appris avec plaisir que le titre de baron vient d'être conféré
par Sa Majesté l'Empereur à M. le D^r Furuichi, directeur de la Société
Franco-Japonaise de Tôkyô, et membre d'honneur de notre Société. Toutes
nos félicitations à l'éminent docteur ès sciences dont l'activité pour la
propagation de notre langue et de notre culture au Japon est inlassable.

A l'occasion du Congrès International de l'Histoire de l'Art, l'éminent
critique, M. Gonse, qui appartient à notre Société depuis sa fondation,
comme membre d'honneur, et dont les travaux sur l'art japonais ont été
si appréciés, vient d'être promu officier de la Légion d'Honneur. Nous
lui adressons nos sincères félicitations.

Divers

Les Colonies de Vacances en Mandchourie

L'hygiène scolaire a une très grande importance pour la culture physique des peuples. Pendant la grande guerre, en Europe et en Amérique, elle a reçu un grand développement et une idéale perfection.

La Compagnie des Chemins de fer du Sud-Mandchourien a fait des réductions considérables permettant aux écoles d'envoyer les enfants faibles aux bains de mer afin de fortifier leur constitution et les mettre à même de lutter contre la tuberculose.

La première colonie a été organisée à Hsuingyaking, l'une des trois stations balnéaires de la Mandchourie. Cette station est située à environ 112 milles au nord de Darien. Cette colonie a été organisée au cours de l'année 1918 et divisée en trois départs pendant l'été.

La première de ces colonies ayant donné des résultats satisfaisants, elles ont été reprises depuis, chaque année. Elle est généralement située à environ 1 mille $\frac{1}{2}$ de la station de chemin de fer au bord de la rivière Hsuingu qui, à marée montante, vient baigner l'hôtel. Cette rivière tantôt profonde tantôt à sec avec une pente rapide et une plage de sable brillant permet aux enfants de se baigner, de plonger ou de prendre des bains de sable. Elle est, en outre, bordée par des bosquets de plusieurs centaines de pins, de vastes prairies, et non seulement les yeux sont charmés par cette scène, mais l'air y est pur, calme et reposant.

Installation. — Le quart des enfants appartiennent à l'enseignement primaire, les bâtiments de la colonie de vacances comprennent dortoir, ouvroir, salle de récréation, infirmerie, salle de jeux, salle à manger, cabinet de toilette. Quant aux salles de bain, elles ne sont installées que provisoirement.

Organisation. — A la première colonie de vacances, le nombre des enfants était de 30 mais, après examen, 26 enfants furent acceptés, les 4 autres ayant été exclus pour cause de maladie contagieuse; puis, les enfants sont séparés par catégories suivant qu'ils sont souffrants, débiles, insuffisamment développés, anémiés etc. Au service des tuberculeux sont rattachés également ceux qui sont atteints d'épilepsie et d'autres maladies considérées comme pouvant se transmettre. Pour la sélection de ces enfants le verdict des médecins est irrévocable.

Afin d'aider les colonies de vacances, les écoles primaires ont envoyé leur contribution sous forme de couvertures, moustiquaires, cuvettes, serviettes, brosses à dents etc, sans oublier les livres.

Alimentation. — Il serait à désirer que tous les enfants puissent prendre le plus de nourriture possible, autant que leur santé le leur permet, ainsi qu'un exercice physique en rapport avec leur constitution.

Dans la préparation des mets, le médecin de service est consulté et ses conseils sont rigoureusement suivis. Ce médecin visite journallement les salles, les dortoirs, les bains et s'assure qu'ils répondent aux meilleures conditions d'hygiène; des infirmières sont attachées à la colonie, surveillent les enfants d'une façon constante. Dès l'ouverture de la colonie, le docteur Tsurumi, directeur du Bureau Sanitaire, à l'arrivée des enfants les examine, les interroge sur les conditions générales de leur existence, leur santé, leur sommeil, leur appétit, etc; il note les observations faites sur chacun d'eux et les répartit entre les différents services.

Afin que toute contagion soit évitée, on pratique journallement la désinfection des tables, des ustensiles de cuisine; les vêtements sont rigoureusement visités.

Pendant les fortes chaleurs, les enfants se rendent aux bains en voiture à ânes.

Tous les matins, deux heures sont consacrées aux bains et aux jeux sur le bord de la rivière; après ces exercices une sieste, puis les enfants rentrent à la maison. Quelques jours sont consacrés à ces exercices afin que les enfants des différentes écoles puissent faire connaissance entre eux.

La deuxième colonie de vacances comprenait 50 garçons et le même nombre de filles de toutes classes des écoles primaires. Après examen, 37 garçons et 41 filles furent admis. Dans cette seconde colonie, la dépense journalière par enfant s'est élevée à 40 sen.

Pour la troisième colonie, le nombre d'admis a été de 84 garçons et 78 filles; le coût par enfant et par jour s'est élevé à 60 sen dont 20 sen étaient payés par la Compagnie des chemins de fer.

Résultats. — Après trois semaines de séjour aux colonies de vacances, les enfants de faible tempérament se montrent vifs et agiles dans tous leurs mouvements; puis l'appétit et le sommeil reviennent; vers la fin de leur séjour, la plupart des enfants ont retrouvé la santé ou ont ressenti une amélioration très appréciable. De plus, les enfants sont profondément contents de leur nouvelle vie si ingénieusement remplie de jeux de de récréations, de sport qui rompt la monotonie de la routine journalière.

Voici quelques chiffres qui donnent la moyenne des résultats obtenus pour la première colonie de vacances.

Poids des enfants en kwan (1)	Age des enfants			
	11 ans	12 ans	13 ans	14 ans
A l'arrivée à la colonie. . . .	6,318	6,521	6,982	6,990
Augmentation après trois semaines de séjour	0,476	0,346	0,724	0,863
Augmentation nouvelle pendant les sept mois suivants.	0,332	0,302	0,238	0,366
Augmentation totale après huit mois de séjour	0,863	0,748	1,046	1,293

(1) Le kwan = 3,75 kg.

De leur séjour aux colonies de vacances les enfants retirent non seulement un bénéfice physique et moral manifeste qui étonne leurs parents, mais ils acquièrent aussi un développement considérable, et les troubles de toute nature qu'ils éprouvaient auparavant disparaissent complètement de sorte qu'ils peuvent reprendre régulièrement le cours de leurs études. En comparant le progrès des 26 enfants de la première colonie, surveillés avec soin pendant leurs huit mois de séjour, l'augmentation de poids obtenue est de 0,937 kwan contre 0,685 kwan pour les enfants bien portants pouvant se passer d'aller aux colonies de vacances.

Pour la seconde colonie la différence en faveur des 26 garçons était de 0,180 kwan et celle des filles de 0,188 kwan.

Les résultats pour la troisième colonie sont sensiblement les mêmes.

Conclusion. — Dans les colonies de vacances, les résultats les plus remarquables ont surtout été obtenus sur l'augmentation du poids, le développement physique, la disparition des troubles stomacaux et pour les enfants moins favorisés, une amélioration de 50 à 75 % après les quelques semaines de séjour. Cette amélioration est surtout observée pour les enfants les plus jeunes. Entre les filles et les garçons on n'observe pas de différence, les enfants montrant la même endurance pour la fatigue.

Quant aux enfants portés à la mélancolie, indolents, paresseux, le changement obtenu est des plus encourageants. Après quelques semaines, l'on constate qu'ils prennent un profond intérêt à toutes choses. La même réaction favorable s'observe chez toutes les catégories d'enfants. Mais ce ne sont là que quelques idées générales et nous ne doutons pas que ces colonies si bien organisées n'arrivent à un développement des plus étendus et des plus prospères.

(Extrait du *Light of Manchuria*)

L'Industrie Électrique Japonaise.

Le Japon pourra disposer d'une force de cinq millions de chevaux quand toutes les chutes seront utilisées; actuellement il n'y en a que un million qui servent à l'industrie et aux tramways, tous électriques. L'évolution électrique du Japon commencée seulement depuis 10 ans, a pris un très grand essor, la plus grande partie du matériel nécessaire est construit sur place, l'exportation en a même pris une certaine importance en Chine, en Russie d'Asie, aux Philippines et en Australie et même en Indochine, au Siam, en Égypte, en Italie et dans l'Amérique du Sud. Sur les 20.822 000 yen de matériel électrique importé au Japon, la France ne figure que pour 436.000 yen.

Le bouddhisme des Baouls.

L'Association française des Amis de l'Orient, dont nous avons annoncé

la fondation dans l'une de nos précédentes publications, vient de faire paraître son *Bulletin n° 1* qui contient notamment le compte rendu de la conférence faite le 21 avril 1921 par le poète hindou Rabindranath Tagore sur la Secte des Religieux mendiants du Bengale, les Baouls. S'inspirant du Bouddhisme qui proclame que l'amour est seul capable de nous libérer du Mal, le Baoul, dans ses hymnes, chantés de porte en porte pour qu'on lui fasse l'aumône, exprime la soif que doit avoir tout homme de réaliser l'infini dans sa propre personnalité. Pour lui, l'orgueil réside, non dans la considération des hommes mais dans la distinction que Dieu lui-même lui accorde de faire passer son souffle d'Amour par son intermédiaire. Il y a là toute une philosophie dont les Baouls réservent le secret aux seuls initiés.

L'Exposition de Tôkyô en 1922.

En mars 1922, s'ouvrira à Tôkyô une grande exposition organisée par la Municipalité de cette ville.

Située au Parc d'Ueno, un des plus beaux sites de la capitale, elle couvrira une superficie de 40 hectares et un pavillon spécial doit y être consacré aux articles de provenance étrangère.

La Chambre de Commerce française du Japon n'a pas manqué de porter en temps utile à la connaissance de nos industriels et de nos commerçants le règlement élaboré par les autorités de Tôkyô pour cette Exposition qui attirera certainement une foule de visiteurs et d'acheteurs.

Principales Compagnies de Navigation Japonaises.

D'après un rapport publié par la « Société japonaise des Propriétaires de bateaux » il existait au Japon, au mois d'avril 1921, 39 propriétaires et compagnies de navigation possédant des bâtiments à vapeur de plus de 10.000 tonneaux

Les principales compagnies étaient les suivantes:

Nippon Yusen Kaisha avec	486.101 tonneaux
Osaka Ghosen Kaisha	403.859 —
Kokurai Kisen Kaisha	318.031 —
Toyo Kisen Kaisha	80.205 —
Mitsui Bussan Kaisha	80.205 —
Tatsuma Kisen Kaisha	57.157 —
Yamashita Kisen Kaisha	47.935 —
Kishimoto Kisen kaisha	45.198 —
Katsuda Kisen kaisha	38,227 —

Taryo Kisen Kaisha	37.742	—
Tukoku Kisen Kaisha	27.890	—
Mitsubishi Shoji Kaisha	25.234	—
Toa Kisen Kaisha	23.517	—
Kusaka Kaisha	22.031	—

L'Industrie du Papier au Japon.

La production du papier au Japon a augmenté en 1920 de 46.785.000 livres sur les chiffres de l'année précédente, donnant une fabrication totale de 565.926.000 livres. Cette progression a été motivée par les demandes de plus en plus nombreuses de papier japonais que font chaque année la Chine et les autres pays d'Orient.

Comme on le verra par le tableau ci-dessous des divers papiers fabriqués au Japon pendant les deux dernières années, ce sont surtout les papiers pour imprimés et journaux qui ont été produits en plus grande quantité.

	1909 (en livres)	1920 (en livres)
Papiers d'imprimerie de qualité supérieure	72.736.000	87.319.000
Papiers ordinaires d'imprimerie	81.989.000	83.073.000
Papier journal	229.761.000	254.477.000
« Torinoko », papier d'imitation	25.991.000	34.450.000
Papiers en rouleaux	12.275.000	15.119.000
Papiers pour allumettes	10.295.000	9.896.000
Papiers de couleur	5.449.000	5.253.000
Papiers d'emballage	23.960.000	22.680.000
« Renshishi » et papiers chinois	9.765.000	6.174.000
Autres papiers	46.919.000	47.100.000

Le Commerce du Camphre.

Avec sa production annuelle estimée à 15.000.000 yen, le camphre de Formose est devenu le maître du marché mondial pour cet article dont il fournit les 80 p. 100. Mais, depuis le mois de septembre 1920, on a constaté une diminution sensible dans le commerce, à tel point que l'exportation du camphre de Formose s'est trouvée pratiquement arrêtée, à partir du mois de décembre 1920. Les magasins de l'île sont actuellement bondés, et en présence de ce stock, le Gouvernement général de l'île a dû suspendre jusqu'à nouvel ordre la fabrication du camphre.

(D'après le *Yokohama Chamber of Commerce Journal*).

L'Industrie de la Porcelaine au Japon en 1920.

L'industrie de la porcelaine et de la poterie au Japon a été prospère pendant l'année 1920, en raison d'une plus grande demande de ces produits faite par les marchés étrangers principalement par ceux de Chine, de l'Australie, de l'Inde et des îles des mers du Sud.

En 1920, la valeur des produits fabriqués a atteint en effet 44.314.084 yen, soit une augmentation de 14.875.652 sur les chiffres de 1919. 6989 fabriques occupant 49.181 ouvriers (soit 5041 de plus qu'en 1919) étaient engagées dans ce genre d'industrie.

La *Yamashita Kisen Kaisha* de Kobe a ouvert dans le courant d'avril, un service régulier de navigation entre Keelung (île de Formose) et Haïphong (Indo-Chine française), avec escale à Amoy, Swatao, Hong-Kong et Hongay; ce service sera bi-mensuel

Dans son numéro de février dernier le *Journal de la Chambre de Commerce de Yokohama* annonce la création d'un Consulat japonais à Saïgon.



Bibliographie

Sous ce titre « *La Corée Contemporaine* », l'Imprimerie Dumoulin (3, Rue des Grands-Augustins, Paris) vient d'éditer une brochure, agrémentée de jolies photographies, qui sera lue avec plaisir par tous ceux qui s'intéressent à l'ancien « Pays du Matin Calme »; ils y trouveront des éléments d'appréciation sur cette question Coréenne que certains agitateurs voudraient mettre sur le même pied pour le Japon que l'est pour l'Angle terre la question irlandaise.

Plusieurs des chapitres qu'elle contient, et qui ont déjà paru dans le *Japon Advertiser*, sont dus à la plume de spécialistes, ayant séjourné longtemps en Corée, tels que M. Mullett-Merrick, (ex-conseiller de la « South Manchuria Railway Company ») et M. Frank Herron Smith, missionnaire méthodiste, qui y montrent, statistiques à l'appui, tout ce que la Corée a gagné depuis son incorporation, en 1911, à l'Empire du Soleil-Levant. N'est-il pas utile de rappeler qu'avant cette date, un Coréen sur 20 était encore esclave, et qu'aux gens du peuple défense était faite de vivre dans des maisons ayant plus de 30 pieds de longueur, de porter des lunettes, d'aller en palanquin, d'envoyer leurs enfants à l'école et même de se promener dans les rues la nuit!

C'est au Japon que la Corée est redevable de posséder aujourd'hui plus de 1000 milles de voies ferrées en exploitation. Au mois de mars 1918, on avait terminé la construction de 5.100 milles de routes ayant coûté environ 3.000.000 livres sterling, dont la moitié avait été payée par le Gouvernement de Tôkyô. Le développement de l'agriculture n'a pas été négligé; au moment de l'annexion, il n'y avait que 6.040.494 acres de rizières et de terres cultivées; en 1918, ce chiffre était passé à 10.640.728 acres, soit une augmentation de 76 p. 100. Le cheptel a donné des résultats analogues; le gros bétail a passé de 703.844 têtes en 1910 à 1.480.037 en 1918; les chevaux, de 39.860 à 58.217; les porcs, de 565.757 à 923.979; les volailles, de 2.796.259 à 4.913.322, etc.

Pendant la même période, les barques de pêche coréennes ont progressé de 12.749 à 39.000, avec 272.077 pêcheurs contre 76.900; la valeur des pêches est montée de 3.929.260 yen à 14.670.068 yen.

Si nous examinons, d'autre part, le bilan commercial de la Corée, nous y voyons une augmentation de 700 p. 100 depuis l'annexion. En 1910, en effet, le commerce général de la Corée représentait une valeur de 70.772.357 yen (29.113.481, pour les exportations et 41.758.876 pour les importations); en 1919, ce chiffre s'est enflé à 506.507.832 yen (exportation 224.084.440 yen et importation 282.423.392 yen).

Quant à l'éducation nationale des Coréens, elle n'a pas été négligée, les Japonais ayant déclaré que la chose la plus nécessaire était un système d'instruction primaire applicable au plus grand nombre possible d'habitants. La tâche était ardue; il a fallu souvent, au début, presque payer les enfants pour les faire aller à l'école, et il n'existait alors, paraît-il, dans tout le pays que 50 écoles primaires! Or, au 31 mai 1919, il y avait 317 écoles primaires comptant 89.216 élèves, sans compter 18 écoles primaires supérieures, 88 écoles industrielles ou commerciales, 6 collèges spéciaux et 749 écoles privées de toutes sortes groupant ensemble environ 43.000 élèves. Le résultat peut sembler bon bien qu'il y ait quelque ombre dans ce tableau, provenant des difficultés de mettre sur un pied d'égalité l'enseignement du coréen et du japonais.

Dans ces conditions, la population de la Corée ne pouvait que s'accroître; elle était en 1910 de 13.128.780 indigènes (plus 171.543 Japonais et 12.694 étrangers); ce chiffre est devenu, en 1918, 16.697.017 (plus 336.872 Japonais et 23.143 étrangers). En huit années, le nombre des Coréens a donc augmenté de 3.500.000, et cela malgré l'exode des exilés volontaires irréconciliables qui, grâce à des appuis trouvés à l'étranger, ont fomenté les événements de 1919 en Corée.

Malgré toutes les améliorations, il reste encore beaucoup à faire en Corée, ainsi que le reconnaît l'Amiral Saïto, gouverneur général de la Corée, dans une conversation avec M. Maybon, (Correspondant du *Temps*) que reproduit *La Corée Contemporaine* (d'après *Le Temps* du 6 août 1921). D'autre part, la Corée est voisine des foyers bolchévistes de la Sibérie, et dans la dernière agitation survenue dans la Péninsule, les Japonais ont pu distinguer une main experte dans l'organisation révolutionnaire qui a favorisé le programme que s'est donné le petit groupe de mécontents coréens installés à Shanghai sous le nom de « Gouvernement provisoire de la Corée ». Or, le meilleur moyen d'après l'amiral Saïto, d'assurer la paix et le progrès du pays est de créer de la richesse, et pour cela de mettre en œuvre la colonie, ce qui implique, pendant longtemps encore, l'aide matérielle de la métropole. Avec certaines réformes, destinées à améliorer les conditions d'existence matérielle et morale de la population telles que le remplacement de la gendarmerie militaire par un corps de police chargé surtout de prévenir les désordres, on a déjà obtenu de bons résultats. D'autres sont envisagées à brève échéance : l'une des plus importantes que prépare l'amiral Saïto, est la création de conseils provinciaux, municipaux, villageois et scolaires qui prépareront les populations coréennes à l'autonomie locale et leur feront mieux comprendre le rôle bienfaisant du Japon dans la Péninsule, contre lequel s'insurgent quelques factieux cachant, sous l'apparence d'un patriotisme exalté, de vulgaires appétits personnels à satisfaire.

F. S.

**

Sous le titre *The Agricultural and Commercial Statistics for 1921* (Statis-

tiques Agricoles et Commerciales pour 1921) la section de statistique du département de l'Agriculture et du Commerce du Japon vient de publier un livre en anglais qui ne compte que 172 pages, mais qui est bourré de chiffres, intéressants à consulter par quiconque veut étudier la situation économique de l'Empire du Soleil Levant. C'est le premier essai de ce genre fait au Japon, spécialement destiné aux étrangers (la préface l'indique) qui, pour se documenter n'auront plus besoin d'attendre la publication de l'Annuaire statistique du Japon dont l'impression, moitié en japonais, moitié en anglais, est forcément un peu longue et parfois un peu obscure. On ne peut donc que féliciter l'Administration japonaise de son initiative qui devrait bien être suivie par nombre d'administrations européennes habituées à ne faire paraître leurs statistiques qu'après de longs délais, leur enlevant ainsi une partie de leur utilité. La seule observation à faire sur ce nouveau Recueil est que les chiffres donnés correspondent forcément aux quantités et poids japonais; ce qui nécessite parfois des calculs compliqués pour l'étranger voulant les ramener aux unités européennes; mais dans les éditions futures, cette difficulté n'existera plus, le Japon venant, comme on le sait, de rendre légal le système métrique, qui devra être adopté et appliqué dans un délai de 2 ans.

Les statistiques embrassent les divisions suivantes : Agriculture, Commerce, Pêcheries, Industrie minière, Industrie des Forêts, Statistiques diverses. Des paragraphes spéciaux sont en outre consacrés à la Corée (Chôsen), à Taïwan (Formose) à Karafuto (partie sud de Saghaline), et à la Péninsule du Kwantung (Chantoung).

Elles sont en général établies depuis l'année 1909 jusqu'à 1919 ou 1920; le lecteur se trouve donc en face d'une période assez longue — 10 ans — pour pouvoir étudier comme il convient le mouvement économique de tel ou tel article ou produit l'intéressant particulièrement.

Il y verra que pendant cette période, dans le domaine de l'Agriculture, la récolte du riz a passé de 52.437.662 koku (1) (1909) à 60.818.163 (1920). Nous ne parlons pas de l'augmentation en valeur, parce que, selon nous, en raison de la hausse des prix mondiaux survenue durant ces dernières années, elle ne saurait être interprétée comme un signe de plus grande richesse. La culture de la pomme de terre s'est aussi grandement améliorée, passant comme récolte de 159.637.502 koku à 487.964.212 koku. Il en est de même pour celle de certains arbres fruitiers, pêcheurs, cerisiers, poiriers, kaki, mandariniers, orangers, aussi pour celle du raisin. La production des cocons a doublé, passant de 3.629.867 koku à 7.221.990 koku; celle du thé assure un rendement pour 1919 de 10.397.719 koku alors qu'il n'avait été que de 7.990.425 en 1909.

Dans le troupeau, les progrès ont porté principalement sur l'élevage des porcs passés comme nombre de 287.197, en 1909, à 470.082, en 1919, des chèvres, 982 en 1909, 4341 en 1919, et sur la volaille qui a fourni 1.134.367.198 unités en 1920 contre 803.909.511 en 1910. Les produits du

(1) Le Koku = 1,8 hl.

lait ont donné également des résultats supérieurs en 1909 à ceux de 1905. C'est ainsi que le lait condensé a fourni en 1919, 24.252.463 koku contre 3.678.641 en 1915, le beurre 909.653 koku contre 516.698, le beurre artificiel 686.220 koku (1919) contre 310.736 (1915).

Pour le jambon et le lard, également amélioration comme quantités produites.

Les statistiques concernant le commerce montrent le grand développement industriel du Japon. Pour le coton, il y avait, en 1919, 332 manufactures, représentant un capital versé de 153.811.630. yen, ayant consommé 126.562.106 koku de coton brut et employant 175.817 ouvriers, dont plus des deux tiers sont des femmes, alors qu'en 1909 il n'existait que 88 manufactures, au capital de 57.997.928 yen, ayant travaillé 58.726.909 koku de coton brut avec 89.325 ouvriers.

Observations analogues pour les manufactures de soie, passées de 9 (en 1909) à 31 (en 1919), ayant produit 480.914 koku au lieu de 236.469 koku.

Quant aux autres usines traitant le chanvre, le lin, le jute, etc, leur nombre est resté presque stationnaire ces dix dernières années (14 à 17), mais leur importance s'est accrue, le chiffre de leurs ouvriers étant monté de 3.214 (1909) à 10.820 (1919), la production de 3.834.296 koku à 7.737.858, et le capital engagé de 4.997.620 yen à 26.600.300 yen.

Dans les manufactures de tissus de toutes sortes (soie, coton, chanvre et mélanges) la progression a été remarquable. 1.020.615 ouvriers ont fait marcher les 952.432 métiers dénombrés en 1919; en 1915, ils n'étaient que 693.406 avec 669.557 métiers. Pour les manufactures employant la laine, la progression a été un peu moins rapide, 13.337 métiers avec 27.990 ouvriers en 1919 au lieu de 10.133 et 19.965.

Comme on le sait, la guerre a surtout développé au Japon les industries chimiques de toutes sortes; depuis l'armistice, il y a eu, il est vrai, un recul sur certains produits, mais tout compte fait, l'essor pris dans cette branche d'industrie dans le pays peut être indiqué de la façon suivante : en 1909, il y avait 143 usines de toutes sortes employant 2.061 ouvriers presque tous hommes; en 1919, ces chiffres étaient devenus respectivement 662 et 16.325. Quant au camphre raffiné, il y a eu décroissance depuis 1909. Les 6 fabriques qui, cette année-là, avaient produit 1.673.186 koku étaient réduites en 1919 à 3 donnant à peu près comme production les mêmes chiffres, 1.635.865 koku. Réductions similaires sur le camphre et l'huile de camphre, dont la production s'est abaissée en 1919 à des chiffres équivalents, sinon inférieurs à ceux de 1909, après avoir donné en 1915 et 1916 des rendements très supérieurs, dus aux demandes des Alliés pour la fabrication de leurs explosifs.

Les statistiques concernant l'industrie du papier indiquent que s'il y a diminution sur le nombre des maisons et des ouvriers fabricant le papier japonais (45.025 maisons avec 154.400 ouvriers en 1919 contre 55.617 et 161.135 en 1909) l'effort industriel s'est porté de préférence sur la fabrication des papiers européens. En effet, les 27 fabriques de papier, ayant un capital de 20.811.343 yen et occupant 6.486 ouvriers qui existaient en

1909, sont montées en 1919 à 72, représentant un capital de 41.208.500 yen, avec 13.627 ouvriers. De 14.150.329 yen, la valeur des papiers de toutes sortes fabriqués en 1909, est passée, en 1919, à 112.714.137 yen

Bien d'autres articles ont prospéré d'une façon également très sensible, par exemple, les fabriques de boutons, l'horlogerie, les cuirs, le savon, la broserie, l'amidon, etc. Il serait trop long de s'y arrêter ici.

Pêcheries. — Le nombre des pêcheurs et des bateaux de pêche n'a guère varié de 1915 à 1919; la valeur des produits des pêcheries est passée néanmoins de 69.010.864 yen en 1909 à 246.833.674 yen en 1919; ce qui représente, compte tenu de l'augmentation des prix, une notable progression sur les résultats obtenus. Il en est de même pour les usines de pêche et les sous-produits de cette branche d'industrie.

Mines. — L'industrie des mines occupait en 1919, 465.158 mineurs, contre 234.340 en 1912, répartis dans 117.772.497 concessions exploitées au lieu de 64.402.000 (1912).

La production du charbon a donné en 1919 31.271.143 tonnes contre 15.048.113 en 1909; son exploitation a un peu diminué pour cette année-là 2.000.097 sur celle de 1909, 2.890.493 tonnes; en 1913, elle avait atteint 3.890.600 tonnes.

Corée. — Les statistiques concernant la Corée (Chôsen) sont des plus instructives, car elles témoignent des grands progrès obtenus par l'administration japonaise dans ce pays, après son annexion. Nous nous bornerons à relever seulement quelques chiffres à l'appui.

Le bétail est passé de 703.844 têtes (1910) à 1.480.037 en 1918, les porcs de 567.737 à 923.979, la volaille de 4.913.322 à 2.796.259; le paysan coréen, si malheureux autrefois avec des mandarins qui le pressuraient tant, peut vivre dans de meilleures conditions.

En 1911, on ne comptait en Corée que 252 usines et moulins avec 14.575 ouvriers; en 1918, il y en avait 1.700 avec 46.749 ouvriers dont 40.036 Coréens. Les 68.520 pêcheurs coréens qui en 1908 armaient 12.411 barques et bâtiments étaient passés comme nombre à 272.077 montant 39.000 barques.

Taiïwan (Formose). — Pour cette colonie, il est intéressant de noter les progrès obtenus dans la production des sucres, depuis 1909, malgré des alternatives de baisse survenues à différentes reprises.

En 1909, les quantités de cassonade produites avaient été de 199.689.420 kin (1); en 1918, elles avaient été de 372.514.858. Les sucres raffinés avaient produit en 1909, 2.556.116 kin et en 1918, 18.884.994 kin.

La colonisation de *Karufuto* (sud de Saghaline) semble marcher d'une manière satisfaisante, à en juger par les statistiques recueillies. De 1909

(1) Le Kin = 0,6 kg.

à 1918, la population agricole de cette région est montée de 3.407 à 17.373 et les surfaces cultivées de 1.187 cho (2) à 10.759; les produits obtenus sont en concordance.

Au total, l'ouvrage publié par la Section de Statistique du Département de l'Agriculture et du Commerce du Japon constitue un précieux élément d'informations que nous recommandons tout particulièrement à l'attention des économistes européens.

F.S.

(1) Le Cho = 0,991 ha.



Le Gérant . F. GAULTIER